

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des fédérations anarchistes

le monde libertaire

La France et l'Italie dans l'Europe des matons.

Collaboration



Cesare Battisti a été déclaré
non-extradable en 1991.
Aujourd'hui, la Justice
française est prête à le livrer
aux geôles berlusconiennes.
Ce qui l'attend là-bas: la
prison à vie.

Côte d'Ivoire
République cacaotière

Obésité
Mourir pour McDo

Intermittents
Les bonnes adresses

M 02137 - 1361 - F: 2,00 €



2€

ISSN 0026-9433

« C'est avec les pierres de la loi qu'on a bâti les prisons,
et avec les briques de la religion, les bordels. »

William Blake

hebdo n° 1361

du 27 mai au 2 juin 2004

Top de 520

Sommaire

Les **fronts**, des nouvelles, une chronique, par Hugues, page 4

Liberté pour Battisti ! par J. Vallet, page 5

L'autruche et sa jungle médiatique de F. Ladrise, page 7

Accor : les patrons font le ménage, communiqué de Sud Rail, page 7

Les **intermittents** du spectacle et leurs organisations, par M. Rollin, page 8

Syndiqués et **justice coloniale** en Guadeloupe, par R. Gauthierot, page 10

Côte d'Ivoire : cacao ne rime pas avec émancipation, par M. Sanschaise, page 11

Notre régime pour l'été : colère pour la **décroissance**, par J.-P. Tertrais, page 15



Miracle du **zapping**, par R. Dadoun, page 17

Réfractions : la démocratie en ligne de mire, par F. Gomez, page 19

Ciné : nouvel opus de **Kim Ki-duk**, par H. Hurst, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication : Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro :
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)
** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot, 75011 Paris. Tel : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

2 abonnez-vous

Le Monde libertaire du 27 mai au 2 juin 2004



La bataille de la Sécu n'aura pas lieu

CETTE SEMAINE marque l'entrée en vigueur de l'accord légalisant la transmission aux États-Unis d'informations relatives aux passagers des vols transatlantiques. Au nom de la lutte antiterroriste post-11-septembre, les autorités américaines ont menacé de sanctions économiques les compagnies aériennes européennes qui ne leur livreraient pas leur fichier passagers. La liberté de circulation des femmes et des hommes subit un nouveau coup de boutoir.

Avant tout avis favorable du Parlement européen, la Cour de justice devait assurer que les données seraient protégées conformément au droit communautaire. Au nom de la lutte antiterroriste, le Conseil a ignoré l'opposition du Parlement et a ratifié l'accord. Les anarchistes ne se font aucune illusion sur la représentativité des gouvernements, a fortiori quand leurs organes satellitaires deviennent autonomes.

L'autorité américaine a libéré quelque 470 Irakiens de ses geôles d'Abou Ghraïb, histoire de se défaire de l'image de bourreau qui lui revient en boomerang. Simultanément, au nom de la lutte contre le terrorisme, Washington efface peu à peu le nom du trafiquant d'armes Viktor Bout des listes d'individus à sanctionner par les Nations unies. Complice des crimes contre l'humanité commis au Liberia, fournisseur des talibans et probablement de Ben Laden, Viktor Bout assure, il est vrai, le transport matériel pour l'armée américaine en Irak. L'État exerce le monopole de la violence. Pour le préserver, il peut changer un ennemi en allié.

Ruse médiocre pour détourner les regards du sol irakien, le gouvernement étatsunien déclare que les troupes israéliennes ne créent pas un climat favorable à un retour à la paix. Au nom de la lutte contre le terrorisme et de la recherche de tunnels d'acheminement d'armes, l'armée israélienne poursuit la démolition de centaines de maisons, à Rafah. Près de 1 600 Palestiniens sont désormais sans toit; on ne compte plus les dizaines de morts. L'administration Bush se garde bien de souligner que ces destructions sont réalisées avec des bulldozers vendus à Israël par Caterpillar, une société américaine. Qu'importe l'hypocrisie, les entreprises capitalistes prolongent l'oppression des États.

Les États, le capitalisme, les ventes d'armes, le racisme favorisent les guerres et ceux qui en profitent, rabotent les libertés. Contre toutes les armées, contre tous les nationalismes: désobéir, agir, construire l'autogestion.

Daniel

PAS TOUT DE SUITE, en tout cas. Douste Bla-Bla, devant l'état lamentable de la majorité et la perspective des européennes, botte en touche. Son plan de bric et de broc n'économisera que 3 milliards d'euros par an. Comparés aux 32 milliards de déficits cumulés, plus 12 à 15 milliards par an jusqu'en 2007, le compte n'y est pas.

Mais comme le suggérait un ambassadeur à Napoléon: « Il est urgent de ne rien faire. » Voire, reflipper le bébé à la gauche en cas d'alternance. Mais, au moins, attendre des temps plus favorables. La droite n'a pas du tout envie, dans l'état où elle est, de renouveler l'expérience de la réforme des retraites et de ses cortèges de manifestants.

Pour les libéraux, laisser la Sécu s'enfoncer un peu plus dans son lent naufrage ne peut que ramollir l'échine des assurés sociaux et des syndicats. Encore quelques années à ce rythme, et la libéralisation de la santé sera inéluctable.

Mais si les mesures de redressement financier sont emplantées sur jambe de bois, la stratégie de Douste Bla Bla, marionnette de Chirac et des libéraux, est de modifier la structure de la Sécurité sociale. Il n'est pas anodin que le Medef se déclare satisfait des orientations prises et décide de réintégrer les instances dirigeantes de la Sécu. Malgré leur protestation au sujet des hausses des contributions des entreprises (de 0,13 % à 0,16 %), les patrons se réjouissent de l'étatisation programmée de l'assurance-maladie.

En effet, les caisses d'assurance-maladie seront dotées de conseils d'orientation dont les directeurs seront nommés en conseil des ministres, et qui auront le pouvoir de désigner les directeurs des caisses primaires. Les syndicats, et donc les usagers qu'ils représentent (souvent fort mal), seront donc écartés de la gestion de la Sécu (malgré un droit d'opposition facilement négociable en échange de contreparties).

C'est donc l'intérêt de l'État qui est privilégié contre celui des usagers. Et tout le monde sait que l'État (c'est-à-dire les politiciens courant après le financement de leur élection) est très sensible au poids des

lobbies économiques. En l'occurrence, le lobby des laboratoires pharmaceutiques, dont la prospérité est liée à l'existence d'un système d'assurance privé ou public qu'ils peuvent mettre à profit pour assurer leurs bénéfices colossaux. Avec 15 % de rendement du capital (dividendes et plus-value des actions) l'industrie pharmaceutique est le secteur le plus rentable du capitalisme suite p

Tarantino bientôt logé au Hilton de Guantánamo

EN ACCEPTANT que soit décerné, sans même tenter de s'y opposer, la palme d'or au crypto-gauchiste-amuseur public Michael Moore, le président du jury du festival de Cannes, monsieur Tarantino, Quentin, s'est non seulement rendu complice du terrorisme mondial, mais également coupable de crime contre la dignité de monsieur Bush, Georges W., laquelle n'est plus à prouver. Par la faute de cet irresponsable, Fahrenheit 9/11 risque même d'être distribué, et donc vu, outre-atlantique, alors que jusqu'à lors les patrons des réseaux de salles mettaient un point d'honneur à ce que ce film ne puisse sortir. Aussi, conscients de leur faute, l'ensemble du jury, Tarantino en tête, a cru utile de justifier leur vote (une première, dans l'histoire du festival): cette palme, ont-ils précisé, « n'a rien de politique ». Hou, les menteurs... Gageons que Dick Cheney ne se laissera pas abuser par ce subterfuge qui ne vise qu'à éviter un châtement bien mérité. Kill Bill, kill Bush, même programme! La suite du Hilton de Guantánamo attend monsieur Tarantino.

Frédo Ladrisse

international : « Dans notre économie libérale, un médicament est un produit qui doit permettre à l'industrie de gagner de l'argent, le souci de santé publique ne vient qu'après. »³ C'est pourquoi les compagnies pharmaceutiques ne s'intéressent pas au tiers-monde, et laissent crever l'Afrique. Que leurs recherches sont orientées vers les pathologies des habitants des pays riches et qu'elles délaissent des domaines comme le paludisme ou la lèpre, qui n'affectent que des gens insolubles. Le cynisme des laboratoires n'a d'égal que leurs bénéfices. Les lois sur les brevets leur assurent une rente de situation. Et quand un médicament tombe dans le domaine public et peut donc être vendu moins cher en temps que générique, ils ont déjà prévu son remplaçant, sans réelle amélioration thérapeutique, et l'imposent sur le marché grâce à leurs 40000 visiteurs médicaux faisant le siège des médecins et offrant week-end exotiques ou séjour à la neige en guise d'argument.

Mais ce gros gâteau intéresse au plus haut point les compagnies d'assurance. C'est pourquoi la stratégie des patrons est d'écarter les usagers de la gestion de la santé.

Mais qu'est-ce que nous voulons ?

La santé est le service public par excellence, qui devrait écarter toutes considérations mercantiles. La justification des bénéfices comme condition du financement de la recherche est un mensonge éhonté. Les labos n'inventent plus de nouvelles molécules depuis vingt-cinq ans, et la recherche est largement financée par l'état. Même aux États-Unis, patrie du capitalisme, le gouvernement a injecté 30 milliards de dollars dans la recherche. Les avancées thérapeutiques sont très souvent le fait de la recherche publique.

Une médecine mercantile ne peut s'adresser qu'aux personnes solvables. C'est une médecine pour privilégiés, contraire à l'intérêt de la collectivité. L'appât du gain aveugle tellement les capitalistes qu'ils ne réalisent pas qu'ils ont besoin d'ouvriers en bonne santé. Le gouvernement vient d'ailleurs de faire passer la fréquence de la visite médicale du travail à deux ans et réduit la prévention en milieu scolaire.

Face à cette politique néfaste à la santé publique, nous devons nous mobiliser pour imposer le contrôle de l'organisation de la santé publique par les usagers, et dénoncer toute marchandisation de la médecine. Il nous faut promouvoir un vrai service public, gratuit pour toutes et tous. Sans profits commerciaux, cela ne nous coûtera pas plus cher. **D.**

1. Le Monde, 20 mai 2004.

2. P. Pignare, Comment sauver (vraiment) la Sécu, éditions de La Découverte.

3. B. Toussaint, rédacteur en chef de la revue Prescrire, dans le Nouvel Observateur, 24 juillet 2003.



Nouvelles des fronts

LE MEDEF, un syndicat de combat qui veille aux intérêts immédiats de sa classe et qui tient ses promesses. En moyenne 11,3 % d'augmentation en 2003 pour les patrons du « Claque » 40, contre 2,5 pour les salariés de base. Qui dit mieux, même les jusqu'au-boulistes du grain à moudre n'ont jamais fait aussi bien... Pendant ce temps-là, leur combat continue, ADP (aéroport de Paris), les autoroutes que le populo a déjà payées au moins une fois et bientôt EDF seront à vendre par appartements. Les mal-logés ne sont pas invités à se servir.

Pour fêter leur augmentation, la braderie continue, IBM France au mépris du droit du travail à supprimé, selon les durs à cuire de la CFDT, 1237 emplois soit 11 % des effectifs suite à des licenciements ou à des démissions quelquefois aidées. Alcan, le groupe canadien qui a repris Pechiney réorganise son siège social où 331 places assises sont enlevées au niveau européen (que les votards y pensent à la mi-juin) dont 277 en France. Ceci en attendant la réorganisation industrielle où ça va dégraisser sec, à hauteur de plusieurs milliers, sur 88000, dans les cinquante pays où Alcan fait la pluie et le beau temps en matière de production d'aluminium... Dans le même élan solidaire et altruiste, le très social-démocrate patronat allemand fait du chantage. Le constructeur de poids lourds MAN menace de supprimer des emplois et d'en délocaliser si le prolo d'outre-Rhin n'accepte pas d'augmenter son temps de travail sans compensation salariale. Siemens, que Chirac verrait bien s'associer à Alstom en pleine crise industrielle, menace de délocalisation afin d'imposer le retour aux 40 heures, belle alliance en perspective pour le prolétariat chinois. Et le meilleur d'entre eux, qui l'eut cru, le Père Lustucru (groupe Panzani) envisage de fermer

son usine d'Arles et de virer les 146 salariés déjà au chômage technique depuis décembre 2003. C'est vrai qu'on fait pas de nouilles sans casser des œufs. A croire que l'ouvrier est bonne pâte mais aussi quelquefois, trop souvent peut-être un peu nouille. Il est vrai que l'on est dans l'attente de la réponse de la mère Michel (Louise) et là tous les espoirs sont permis, patience donc...

Du côté du service public qu'on ne se méprenne pas; les grandes manœuvres sont aussi engagées. L'AFPA (Association pour la formation professionnelle des adultes), la formation n'étant pas une priorité comme chacun sait, se prépare dans le cadre d'une régionalisation bien conduite, même si la résistance est assez forte à l'intérieur, à réduire de 700 postes son effectif. La SNCF quant à elle, dans le cadre de la réorganisation du fret (transport de marchandises) vise à supprimer 2500 emplois en 2004, histoire de faire rouler quelques camions de plus sans doute. En bref, tout va bien pour le Medef, augmentation de salaires, privatisation, délocalisation, mépris du droit du travail, chantage, démantèlement du service public: la guerre sociale va bon train et sans incident majeur du côté des couillons de l'histoire qui encore une fois se laissent tondre en ordre dispersé quand seule l'union fait la force. Une bonne nouvelle pour finir, le patron de Moulinex, l'inventeur du presse purée (ironie et métaphore de l'histoire) a été mis en examen pour faillite frauduleuse ou quelque chose comme ça. Ernest-Antoine a saisi la caisse de solidarité de son organisation et lui a dépêché ses meilleurs avocats. Y'a pas, le Medef, un syndicat de combat!

Hugues
groupe Pierre-Besnard

À propos de Cesare Battisti

L'

« L'EXTRADITION DE CESARE BATTISTI constituerait une injustice profonde pour l'homme, un affront à l'honneur de notre pays (sic) et de ses citoyens, une faute gravissime au regard de l'Histoire », écrit Fred Vargas dans le dossier qu'elle présente pour la défense de Cesare Battisti.* Ainsi la Justice laisse parfois dans l'Histoire des hontes indélébiles quand elle se couche devant le politique. Ce qui se passe aujourd'hui à propos de Cesare Battisti, vingt-cinq ans après les faits, et qui provoque chez l'intéressé « un sentiment d'incrédulité et d'impuissance », pourrait bien l'illustrer à nouveau.

Jacques Vallet

D'abord les faits

Cesare Battisti, membre italien des Prolétaires armés pour le communisme (PAC), est arrêté en juin 1979. La justice italienne ne retient alors contre lui que son appartenance au petit groupe armé. Mais suite à des lois d'exception, à des témoignages négociés avec des repentis (le principal accusateur retrouve sa liberté), on lui colle sur le dos tous les actes des PAC, une soixantaine de braquages et quatre homicides, et il est condamné à la prison à vie (1988).

Entre-temps, il s'est évadé de prison le 4 octobre 1981, a gagné le Mexique où, pendant neuf ans, il vit en faisant des petits métiers. Il écrit et fonde une revue d'art influente, *Via Libre*. Il participe à la création du Festival du livre de Managua et organise la première Biennale latino-américaine de l'affiche à Mexico.

Il a donc été jugé par contumace, sans pouvoir se défendre. Il dément les accusations.

Fort de l'asile politique accordé par Mitterrand aux réfugiés italiens qui ont rompu avec la violence politique, Cesare Battisti (c'est son cas) se réfugie en France en octobre 1990, et se présente devant la justice. À l'époque, la France estime que les lois spéciales adoptées en Italie lors des années de plomb « allaient à l'encontre de la conception française du droit ».

La cour d'appel de Paris le déclare non extradable, le 29 mai 1991.

Lionel Jospin confirme l'attitude de la France en 1998 après l'application des accords de Schengen par Rome (lettre aux avocats de la défense des réfugiés italiens).

À Paris, Cesare Battisti devient un écrivain de romans noirs. Son premier roman *les Habits*

d'ombres est publié par Gallimard (série noire) en 1992. Depuis, il a publié une dizaine de livres, de nombreuses nouvelles. Il est marié, a des enfants. Est reconnu, apprécié dans son milieu. Participe aux principales manifestations littéraires, à des signatures, des débats, des ateliers d'écriture. Bref, il a une vie publique et, personnellement, je le considère comme un ami précieux. C'est un homme franc, généreux, paisible.

Pendant quatorze ans, personne ne s'interroge sur son passé. Lui et ses compagnons de lutte se sont parfaitement intégrés dans la société française.

Alors, que se passe-t-il ?

Il y a d'abord un contexte politique, avec le jeu de deux grands voyous, Berlusconi et Chirac, qui tous deux échappent curieusement à la Justice et qui, en difficulté, se servent de la voix sécuritaire hideuse de la rue pour des vues personnelles.

Cesare Battisti apparaît alors comme un pion dans ce jeu de con.

Il devient en Italie l'« assassin », le monstre « sanguinaire » « au sadisme glacial », tuant de « sang froid »... Pourquoi l'hystérie italienne déborde-t-elle ici ? Pourquoi la presse française se fait-elle l'écho de cette haine ? (La participation de la plupart des intellectuels italiens au lynchage médiatique, à l'hallali, est navrante.)

En France, une droite hargneuse parade. Il y a le pharameux gouvernement Raffarin un, deux, trois. Avec des types dangereux qui ont des bottes et des chemises brunes dans la tête (Attention !). Il y a Sarkozy, cul et chemise avec Berlusconi (comme par hasard). On devine chez Sarkozy, roquet de l'ordre, une volonté liberticide. Et il y a Perben. Avec son air de schlague. Je l'imagine à l'école, déjà faux-cul. L'ai vu à la télévision (« France Europe Express »), sans qu'aucun participant ne manifeste son dégoût, accuser sans sourciller Cesare Battisti d'être un criminel, d'avoir tiré lâchement dans le dos d'un père de famille et s'être approché pour l'achever à terre... Répercutant la propagande, les déformations, les mensonges, les descriptions imaginaires du gouvernement italien, comme l'accablant dossier de Fred Vargas le démontre.

Perben rétablit le nom des réfugiés italiens sur le fichier européen des personnes recherchées. Perben s'essuie les pieds sur l'engagement de la France. Perben déclare : « Il y a un



Jacques Vallet est écrivain. Dernier ouvrage paru: *Ablibabli*, chez Zulma.



SCENARIO BATTISTI
DESSIN TARDI



changement d'attitude de la France, et je l'assume. » Perben rencontre le ministre de la Justice du gouvernement Berlusconi, Roberto Castelli; ils se mettent d'accord sur une première liste d'extraditions. Le 25 août 2002, Paolo Persichetti, enseignant à l'université de Saint-Denis, est arrêté et aussitôt extradé. Le 10 février 2004, c'est au tour de Cesare Battisti d'être arrêté. Mais, cette fois, devant la mobilisation, Perben doit reculer.

Pour mieux sauter sur sa proie ?

Le 3 mars dernier, Cesare Battisti est remis en liberté surveillée, en attendant une nouvelle décision de la cour d'appel de Paris.

Le 12 mai, devant cette cour, l'avocate générale requiert l'extradition. Même si c'est contraire au droit français de remettre en cause l'autorité de la chose jugée, de réexaminer un dossier sans un fait nouveau. Eh bien, la Justice s'en fout ? La Justice n'est pas à ça

près ? La Justice a déjà commis tant d'ignominies dans notre Histoire. L'avocate générale n'est pas à ça près. Elle prétend la date de documents pour revenir sur un jugement, et a même l'élégance de donner le coup de pied de l'âne à l'accusé : « Je ne crois pas que la France soit un pays qu'il adore particulièrement et que, s'il devait le quitter, cela ne représenterait pas un trouble insurmontable. » L'avocate générale sait fort bien qu'en Italie la procédure ne prévoit pas de nouveau procès et que Cesare Battisti est condamné à perpétue.

Décision le 30 juin. On en est là.

Je laisse maintenant la parole à Cesare Battisti.

« Comment puis-je contrer la rumeur qui m'accable : "criminel odieux", "assassin", "tueur"... Cet homme qui n'est pas moi porte mon nom dans les journaux, partout. Cet homme, ce meurtrier, je ne le connais pas. »

[J'ai été] « jugé en mon absence, sans possibilité de me défendre, sans avoir jamais pu parler à l'avocat. Dans ces conditions, je fus condamné à la prison à vie sur la parole dictée des "repentis", qui furent acculés à négocier leur peine. »

Et : « Je suis venu ici parce que la France m'accorderait un statut de réfugié [...]. J'ai profité de l'occasion. Si aujourd'hui on me dit Battisti, il serait aussi bien ailleurs, je n'ai plus rien à faire... Ailleurs, pour moi, c'est la prison à vie. »

Voilà. C'est simple. On ne peut revenir sur la parole donnée. L'extradition de Cesare Battisti serait une crapulerie, à nouveau. Après lui, d'autres réfugiés suivraient.

Inacceptable

Je le répète. Le climat actuel d'un côté et de l'autre des Alpes est inquiétant, déprimant. Et, dans ce contexte, Cesare Battisti est à la fois victime et symbole.

Que faire ? Nous ne pouvons que nous arc-bouter sur des principes intangibles : un non-réexaminable ne doit pas être rejugé, un non-extradable ne doit pas être extradé. Il y va de notre honneur, dit-on. Il y va surtout de notre avenir. Car les démissions d'aujourd'hui sont les prisons de demain.

En 1980, Henri Leclerc dénonçait un nouveau fascisme avec le projet de loi Peyrefitte « Sécurité et Liberté ». Aujourd'hui, c'est pire, les pitres ne se cachent plus, les pitres n'ont plus honte.

Le gouvernement plus que jamais, comme le dit Proudhon, est « étranger au droit, indifférent à toute idée morale ; c'est un simple instrument de force ».

Ne le laissons pas faire.

Il est encore temps de s'opposer à l'extradition de Cesare Battisti.

J. V.

* La vérité sur Cesare Battisti, textes et documents rassemblés par Fred Vargas, chez Viviane Hamy.

Quand l'autruche éternue...

Même la merde a un prix

« La gratuité de la culture est une chose impossible. Nous aussi on a des enfants, comment on ferait pour manger? » Luc Besson, fabricant de taxis. Toi, je sais pas, mais tes gosses, t'as qu'à leur repasser Subway. Ça devrait leur couper l'appétit.

Lavement

« La France, en son tréfonds, n'est pas antisémite. » De Villiers, qui s'y connaît.

Tréfonds : n.m. Figure littéraire. Ce qu'il y a de plus profond, de plus secret. Donc la France, en secret, n'est pas antisémite. Donc Papon peut dormir tranquille non sans s'être lavé, au préalable, les tréfonds.

Besson, Malraux, Hugo : cherchez l'intrus

« Pour finir je voudrais dire que la culture, c'est comme les cigarettes ou l'essence. Y faut payer, un peu. » Luc Besson, le Malraux du pauvre.

Et voilà le roi de la cabriolette, le Verlaine de la course-poursuite, qui ose se fendre d'un discours sur la nature de la culture... Et quel discours! Que tu passes à la pompe ou que tu lises Baudelaire, c'est idem, faut raquer. Pigé? Passé que moi j'ai des gosses, et c'est fou ce que ça bouffe, les gosses... Comme dit Robert du bistrot, Besson, c'est pas Hugo.

Une explosion fantastique...

« Le mariage homosexuel est une provocation d'une certaine gauche libertaire, visant à faire exploser les cadres traditionnels, tel celui de la famille. » De Villiers, marquis du tréfonds.

Opposés au mariage quel que soit le sexes des mariés, les anarchistes ne cautionnent pas plus l'union homo que l'union hétéro. Cependant il va de soit que si cette « provocation » pouvait, comme le prédit le divin marquis, contribuer à faire exploser l'espace d'aliénation qu'est et sera toujours la famille, on ne pourrait que s'en réjouir. La famille, mesdames et messieurs, nous visons à sa destruction. Boum.

Tiens, y'a même plus d'boudin

« Aujourd'hui, il n'y a plus d'armée française. » Marine Le Pen, femme à soldats.

Donnez-moi dix porte-avions, deux-cents frégates, quatre cents bombardiers et trente millions de soldats, en dix jours moi je vous remets au pas l'Algérie et l'Indo, j'annexe la Belgique et je fais plier la Pologne. Mais y'a plus d'armée, j'dis, et surtout y'a plus de militaires. Allez va, repasse-moi le boudin.

De la colère, où ça ?

« Certaines de nos actions suscitent de la colère dans le monde arabe. »

Colin Powell. Secrétaire d'État.

La fulgurance avec laquelle les dirigeants américains prennent (parfois) conscience des conséquences de leur, comment dire... stratégie? cette rapidité d'esprit qui leur est propre, fascine. A croire que Powell a installé une parabole sur son balcon le week-end dernier, et, stupéfait, a découvert que le monde est rempli de pays qui ne sont pas les États-Unis. Depuis, il tente d'en convaincre Bush. Ça sera pas facile.

Comme des poissonniers

« Le destin des dauphins, c'est parfois de s'échouer. » Le Pen, à propos de Gollnisch.

Paraît que le vieux mérou est tellement subjugué par les prestations de sa fille (laquelle est pourtant loin, électoralement, de provoquer le moindre ressac) qu'il en oublierait les vieux crabes tel Gollnisch ou Stürbois, reine de la morue. La succession au trône du Neptune de Saint-Cloud tourne à la foire d'empoigne. Quoi, il est pas frais, mon poisson?

Frédo Ladrissse

sources : Europe 1, France Inter, Libération, le Monde

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Non au licenciement de Fathy Mayant

Ne laissons pas les patrons exercer leur vengeance ! Ce communiqué de la fédération SUD Rail alerte sur le licenciement de l'une des figures emblématique de la lutte des femmes de ménage d'Accor, dont se souviennent les lecteurs du *Monde libertaire*.



IL Y A UN AN, les femmes de ménage d'Arcade sortaient victorieuses d'un conflit d'un contre Arcade et le groupe Accor. Cette lutte pour la dignité et contre l'esclavagisme moderne orchestré par Accor a forcé cette multinationale à modifier ses comportements moyen-âgeux. Pour Accor et Arcade, l'heure de la revanche, et de la vengeance a sonné!

Fathy Mayant, déléguée SUD nettoyage, porte-parole des grévistes, a toujours été en première ligne dans cette lutte courageuse. Elle est donc la première attaquée. Elle vient de recevoir sa lettre de licenciement pour avoir dépassé son crédit d'heures syndicales.

Accor et Arcade ont réussi à obtenir le soutien de l'inspection du travail du 10^e arrondissement de Paris qui a donné son accord à ce licenciement. En licenciant Fathy Mayant, la multinationale Accor veut montrer à son personnel qu'elle détruira tous ceux qui ne courberont pas l'échine. Ensuite, elle réinstallera sa précarité, son harcèlement, ses méthodes esclavagistes...

Nous ne laisserons pas faire! SUD Rail, SUD nettoyage, les comités de soutien, appellent toutes celles et ceux qui ont soutenu la lutte des femmes de ménage d'Arcade à nous contacter pour mettre en place le soutien nécessaire pour défendre Fathy Mayant.

Écrire à : federation-sudrail@wanadoo.fr

Intermittents

repères chronologiques et bonnes adresses

Michèle Rollin

DÉCIDÉMENT, on vit une époque formidable. Des syndicats de salariés s'élèvent contre les quelques adoucissements proposés par le ministre de la Culture pour pallier les dégâts prévisibles causés par la première application de la réforme des Assedics du spectacle. On peut être sceptiques sur la pérennité de ces mesures, on peut déplorer l'absence de programme de fond, on peut y voir une manière diplomatique de désamorcer le mouvement durant les festivals d'été, on peut remarquer que, le conseil d'état ayant annulé le décret d'application de la réforme des Assedics, il n'y avait pas grand chose à faire d'autre puisque le régime des intermittents du spectacle est déterminé par le cadre du régime général, on peut souligner que l'action en justice entreprise par les intermittents du spectacle est toujours en cours; certaines des dispositions spécifiques les concernant constituent probablement une discrimination: les nouvelles dispositions concernant les femmes enceintes constituaient de fait une exclusion. Qui engagerait une intermittente pour voir le contrat de travail interrompu par le congé de maternité? Cela peut arriver, mais c'est rare. Est-ce qu'on peut commencer un film avec une actrice et le terminer avec une autre? Aussi, les congés démarrent-ils, la contraception aidant, généralement à la fin du contrat de travail ou durant une période de chômage.

On peut constater que pour l'instant, rien n'est accordé sur le fond des revendications, on peut... beaucoup de choses... mais avoir le cynisme de regretter publiquement un aménagement bénéfique aux salariés qu'ils prétendent défendre, c'est un sommet dans l'histoire du syndicalisme. Est-il besoin de préciser que ces « regrets » proviennent de la CGC, une des trois

confédérations signataires de l'accord. Il est désormais passé dans les « mœurs paritaires » de négliger l'opinion voire le refus des deux confédérations représentatives des professionnels du spectacle. La CGC, la CFTC, la CFDT, qui signent depuis des décennies les accords régissant le régime des intermittents ne comptent que peu ou pas du tout de syndicats du spectacle. Quelles sont les « organes de lutte » et/ou de négociations qui refusent le protocole?

Hors « table des négociations » la CNT, que je ne ferais pas l'injure de présenter aux lecteurs du *Monde libertaire*, compte des intermittents du spectacle dans son syndicat Culture et communication. Présent également, le syndicat SUD culture.

À la table des négociations, par ordre chronologique, la CGT. Issu de la commune, le premier syndicat des musiciens (d'opéra), est créé en 1871. Il est bientôt suivi par le syndicat des artistes de variété, (refus des chanteuses de devoir quêter et consommer avec les clients). Antérieurs à la CGT, ils la rejoignent rapidement: la première fédération du spectacle voit le jour en 1902, sous l'égide de Gustave Charpentier, l'auteur de Louise, le premier opéra « ouvrier » où l'héroïne revendique pour la femme, grande audace pour l'époque, le droit à la liberté du corps: un opéra qui fut salué avec enthousiasme par le *Libertaire* de l'époque. Aujourd'hui, malgré la désaffection croissante envers le syndicalisme traditionnel, la CGT est encore la plus puissante fédération du spectacle et de la culture, aux multiples syndicats qui couvrent la quasi totalité des branches de la profession.

FO, compte une fédération de la presse et de la culture, dont notamment deux syndicats d'acteurs et de figurants (SNLA et SNL 2A).

Mobilisation anti-intermittents à Cannes



Le SNTPCT, (syndicat des techniciens professionnels du cinéma et de la télévision) syndicat non confédéré autrefois affilié à la CGT, représente surtout des techniciens de cinéma.

Il propose en 2003 un projet de réforme cosigné par FO et la CFTC, qui diverge du projet CGT/CFDT/Fesac (fédération d'employeurs du spectacle) et refuse notamment la création d'une seule annexe regroupant audiovisuel (annexe 8) et spectacle vivant, (annexe 10)

Il y a 40 ans, une table des négociations « historiques » voyait la consécration d'un siècle de lutte. De l'obtention de la présomption de salariat des professionnels du spectacle, découlait la création des annexes spécifiques d'assurance chômage. Signée en 1964, la première annexe concernait le cinéma et l'audiovisuel. Bientôt, le spectacle vivant obtenait la sienne. L'âge d'or des annexes aura duré 20 ans. Dès 1984, elles

recevaient les premiers coups de boutoirs (réforme Beregovoy) et ne se maintiennent depuis qu'au prix d'un bras de fer qui dure depuis 20 ans.

Les causes du déficit des Assedics reproché aux intermittents sont connues : chômage général qui frappe une profession structurellement à risque, politique de la culture, recours abusif « aux permittents », favorisé par le flou du champ d'application des annexes. Le statut d'intermittent du spectacle permet en effet aux employeurs de recourir à une succession quasi ininterrompue de contrats à durée déterminée sans obligation d'embauche.

Régulièrement dénoncés comme les vampires vidant goulûment les caisses reposant sur la solidarité interprofessionnelle, les intermittents du spectacle demandent via « leur comité de suivi » que les évaluations du déficit prennent en compte les cotisations des professionnels du spectacle « permanents » ainsi que les bénéfices apportés aux caisses interprofessionnelles grâce à l'important excédent des caisses de retraite et de congés maladie du spectacle.

Issues de décennies de lutte, des pratiques désormais traditionnelles, création de collectifs, de coordinations, évoluent aujourd'hui vers une demande d'élargissement des acteurs des négociations. Ainsi « le comité de suivi » compte-t-il aussi bien des coordinations, que des syndicats, et des associations professionnelles. Elles sont multiples. Depuis plusieurs années, des associations de cadres, de monteurs, pour ne citer qu'elles, tendent à se regrouper par delà les syndicats.

Citons également la société des réalisateurs de films (SRF), née au lendemain de 68, créatrice du festival Perspectives, puis de la quinzaine des réalisateurs, Addoc, association des réalisateurs de documentaires, le groupe du 24 juillet, auteurs et cinéastes qui interviennent sur le terrain du cinéma d'auteur (fiction et documentaire).

Enfin, la SADC, société des auteurs compositeurs dramatiques fondée par Beaumarchais, et la Scam, société des auteurs multimédia créée en 1986 apportent traditionnellement leur soutien.

Si les collectifs (commissions mixtes, représentants des non syndiqués, syndicats mandatés) disparaissaient à la fin des luttes, certaines coordinations nées au début des années quatre-vingt-dix se sont pérennisées, par exemple la coordination du Sud-Ouest. Le fait le plus marquant est certes la création de la CPIF en 2003, coordination d'intermittents du spectacle : affiliée à la coordination nationale des chômeurs, intermittents et précaires, elle consacre une convergence des luttes ébauchée dans les années quatre-vingt-dix par des réunions regroupant intermittents, infirmières, confédération paysanne, et, les archéologues...

M. R.

La justice coloniale condamne des syndicalistes guadeloupéens

L'Union générale des travailleurs de Guadeloupe (UGTG) fait face à une dure vague de répression. Cette confédération œuvre dans l'une des dernières colonies françaises à l'émancipation du Travail. Même si nous ne partageons pas certains de leurs choix politiques, et un mode d'organisation plutôt autoritaire, nous condamnons fermement les attaques contre ces militants ouvriers. Nous vous livrons donc de larges extraits du communiqué de protestation publié par l'UGTG.

À LA FACE DU MONDE, la France, grande puissance mondiale, apparaît comme le pays des droits de l'homme, défenseur des libertés fondamentales, terre d'égalité, de fraternité et de démocratie. Rien de tout cela en Guadeloupe, où des femmes et des hommes pensent différemment du gouvernement de la grande République française.

Le gouvernement Chirac Raffarin Sarkozy a entrepris une féroce répression policière et judiciaire, se traduisant par des condamnations pénales contre les travailleurs et les responsables syndicaux de l'UGTG. 27 mois de prison ferme, 75 mois de prison avec sursis, 120 159,50 euros d'amende ont été retenus à l'encontre de treize militants et dirigeants du syndicat UGTG.

— Guy Suzanon, membre du Conseil syndical de l'UGTG, secrétaire général de l'UTC-UGTG (Union des travailleurs des collectivités) est condamné à 4 mois de prison avec sursis et 6 000 euros d'amende pour présence sur un barrage à l'occasion d'une grève des travailleurs communaux;

— Eddy Peter, membre du Conseil syndical de l'UTC-UGTG, est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 1 627,50 euros d'amende pour sa seule présence sur un barrage;

— Délice Paquion, militante gréviste de la commune du Lamentin, a été condamnée à 3 mois de prison avec sursis et 300 euros d'amende pour avoir, dans une bousculade, heurté une urne qui s'est brisée en tombant au sol;

— Jocelyn Comuce, délégué du personnel de la société Écomax, est condamné à 6 mois de prison avec sursis et 5 607 euros d'amende sur le témoignage d'un chef de magasin qui l'aurait reconnu parmi les grévistes ayant occupé un magasin Écomax;

— Daniel Dicanot, délégué du personnel de la société Match, a été licencié, et condamné à 12 mois de prison avec sursis et 5 607 euros d'amende, sur le témoignage du même chef de magasin qui l'aurait reconnu parmi les grévistes;

— Patrice Ferge, secrétaire général adjoint de l'UEC-UGTG (Union des employés du commerce), a été condamné à 12 mois de prison avec sursis et 5 607 euros d'amende

sur le témoignage toujours du même chef de magasin;

— Michel Molia, délégué syndical de la société Match, a été licencié et condamné à 12 mois de prison avec sursis et 5 607 euros d'amende sur le témoignage, encore, du même chef de magasin;

— François Montantin, délégué du personnel de la société Écomax, licencié et condamné à 6 mois de prison avec sursis et 5 607 euros d'amende sur le témoignage de ce même chef de magasin;

— Louis Carl, délégué du personnel de la société Écomax, condamné à 12 mois de prison avec sursis et 5 607 euros d'amende sur le témoignage, encore et toujours, de ce même chef de magasin;

— Élie Domota, secrétaire général adjoint de l'UGTG, condamné à 2 mois de prison avec sursis pour avoir participé à une mobilisation suite à l'arrestation abusive et à la garde à vue de Raymond Gauthierot, secrétaire général de l'UGTG;

— Luciano Lendo, membre du Conseil syndical de l'UGTG, membre du Conseil syndical de l'UTHTR-UGTG (Union des travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration) a été condamné à 4 mois de prison ferme suite à une plainte pour coups et blessures sur la personne du directeur de l'hôtel Créole Beach (dont le PDG Monsieur Patrick Vial-Collet est président du Medef). Le directeur de l'hôtel avait tenté violemment de s'opposer à la mise en place d'un piquet de grève en bousculant les grévistes;

— Armand Toto, membre du Conseil syndical de l'UGTG, a été condamné à 6 mois de prison ferme et 8 700 euros d'amende, suite à une grève des agents de la sécurité, qui avaient paralysé l'hôtel le Club Med, et à 4 mois de prison ferme et le paiement de la somme totale de 9 890 euros en dommages et intérêts à quatre gendarmes, qui ont déclaré avoir été frappés par le seul Armand Toto;

— Michel Madassamy, membre du Conseil syndical de l'UGTG et de l'UTPP (Union des travailleurs des produits pétroliers) est condamné à 3 mois de prison ferme et 7 000 euros de dommages et intérêts; il lui est reproché d'avoir participé à une manifestation,

il est condamné pour dégradation en réunion; il est aussi condamné à 10 mois de prison ferme et 53 000 euros de dommages et intérêts, accusé d'avoir brisé le pare-brise d'un camion de la société Texaco.

Licenciements, condamnations et racket sont perpétrés par l'État français et sa justice aux ordres à l'encontre du syndicaliste de Guadeloupe et particulièrement celui affilié à l'UGTG. Sous couvert de condamnation à des amendes, l'État français et sa justice ne font que répondre à l'objectif qui est de tenter d'affamer, d'humilier, de briser ce syndicaliste dans son statut d'homme ou de femme afin d'éradiquer toutes velléités de construction sociale dans notre pays.

L'UGTG affirme que la justice française en Guadeloupe n'anéantira pas le droit naturel à la résistance à l'oppression qui a habité les combattants de la liberté, hommes et femmes de la période esclavagiste, et qui anime les travailleurs de Guadeloupe, leurs dignes héritiers. Fidèle à la lutte de classe et la ligne de masse pratiquées depuis 30 ans pour l'instauration de rapports de production nouveaux et l'édification d'une économie orientée vers la satisfaction des intérêts du peuple guadeloupéen et en particulier des travailleurs.

L'UGTG affirme qu'elle continue le combat pour le droit au travail pour tous et, par conséquent, la lutte contre le travail précaire et pour le travail décentement rémunéré. L'UGTG poursuit son combat pour le droit de reprise des entreprises par les salariés soucieux de la pérennité de leur emploi, face à tout patron affairiste, corrompu et maffieux. L'UGTG fait appel à tous ses adhérents, à l'ensemble des travailleurs, au peuple de Guadeloupe, aux organisations éprises de justice, à l'opinion internationale pour engager sous des formes diverses, une vaste solidarité contre la répression antisyndicale dont sont victimes les syndicalistes de Guadeloupe. L'UGTG invite tous les défenseurs des droits de l'homme et les syndicats des travailleurs à faire circuler l'information et à se tenir prêts à apporter leur solidarité.

Raymond Gauthierot
secrétaire général de l'UGTG

Retour sur la Côte d'Ivoire

République cacaotière de Françafrique

Manuel Sanschaise



Basilique de Yamassoukro

L'

L'AFFAIRE des sévices sur les prisonniers vient nous rappeler que les guerres sont inhumaines. On crie au scandale, on s'indigne, mais, qui s'étonne?

Oui, dans les guerres, les prisonniers, sont sauvagement torturés, ou arbitrairement exécutés. On nous raconte toujours qu'il est nécessaire d'obtenir des renseignements. C'est le cas, mais l'autre objectif à ces tortures est de terroriser les populations et les individus, toujours suspectés de fournir leur assistance à l'ennemi. Le message est simple: « Collaborez, ou sinon... »

D'ailleurs, on sait que la plupart des industries médiatiques institutionnelles sont dociles vis-à-vis de leurs mandants. Il paraît donc suspect que la presse consacre ses « unes » à ces photos aujourd'hui, alors qu'elles avaient été prises en hiver 2003. Ne s'agit-il pas de détourner les attentions, pen-

dant que l'armée étatsunienne vient de subir un échec cuisant dans la tentative de pacification de Faloudja, et que d'autres villes sont prises d'assaut (Karbala, Nadjaf, Koufa)? Cela ne permet-il pas à GW Bush, en crise de popularité à la veille de la campagne présidentielle, de passer pour un dirigeant « humain », qui « s'excuse » et « condamne » les exactions commises par des soldats qui auraient outrepassé ses ordres? Mais, nous dit-on, rien à voir avec les décapitations!

En France, il est utile de focaliser l'attention du spectateur sur l'hégémonie des États-Unis. Cela permet de cultiver un anti-américanisme primaire... et d'éviter les questionnements inopportuns concernant la politique étrangère française. Le dixième anniversaire du génocide rwandais est encore l'occasion de s'apercevoir que, malgré les

tentatives de clarification, le silence s'impose sur les médias de masse concernant le rôle et les complicités de l'État français. On évite donc que ne se posent des questions comme: que faisons-nous en Birmanie aujourd'hui? Comment se fait-il que le dictateur chinois soit invité au parlement français? Pourquoi Chirac s'est-il empressé de légitimer la présidentielle algérienne?

Ainsi, l'association Survie² (entre autres) n'a de cesse d'interpeller les citoyens sur le terrorisme de la « Francafrrique ». Pourtant, dans l'Hexagone, aucune chaîne de télévision, aucun journal à grand tirage, ne se fait le relais de nos propres saloperies nationales.

Ceci nous conduit au sujet initial de cet article: la situation en Côte d'Ivoire, dont on nous tient très peu informés.

La Côte d'Ivoire est au bord d'une implosion totale qui risque de se traduire par une « rwandisation » du pays. Quelle que soit l'action présente de l'État français, bien difficile à cerner en fait, il n'y a aucun doute pour que l'Histoire retienne simplement que nos dirigeants en auront été encore une fois les complices.

Depuis son indépendance, la Côte d'Ivoire, fleuron du pré carré français, est le poids lourd économique de l'Afrique de l'Ouest. Sa prospérité, aujourd'hui malade, est basée sur les exportations des filières cacao, café et coton. Félix Houphouët-Boigny, « dictateur éclairé » jusqu'à sa mort (7 décembre 1993), était aussi l'un des principaux concepteurs et animateurs du réseau néo-colonial de la Francafrrique, avec Foccart et de Gaulle. Dans un pays composé d'une mosaïque ethnique, il bâtit l'unité nationale ivoirienne, en redistribuant les surplus de la rente agricole à une « clientèle politique » hiérarchisée au sein du PDCI³ (Parti démocratique de Côte d'Ivoire), le parti unique. Houphouët favorisait son ethnie (les Baoulés catholiques) et sa famille aux postes clés du pouvoir. Mais son système clientéliste liait aussi les autres ethnies, y compris les populations musulmanes du Nord.⁴ Comme conséquence de la crise mondiale, de la chute des cours du cacao et du café, conjuguées à la hausse du pétrole et une évolution démographique très importante,⁵ la rente issue de la Caistab (monopole d'État chargé de commercialiser les produits agricoles) ne suffisait plus pour satisfaire les « clients politiques » d'Houphouët. Afin de soutenir le système de la rente, le régime ivoirien aura recours aux emprunts, se lançant dans une véritable fuite en avant.

En 1981, le FMI et la Banque mondiale accordent à la Côte d'Ivoire un premier plan d'ajustement « en terme réels » (sous l'impulsion de la France), se traduisant par une politique « désinflationniste ».

En 1987, la Côte d'Ivoire suspend le remboursement de sa dette. Mais les emprunts colossaux auprès de la BM continuent, traduisant l'échec de l'ajustement en termes réels.

En 1994, le franc CFA est dévalué de 50 %, et la France accepte la cotutelle des institutions de Bretton Woods sur son pré carré. Un nouveau plan d'ajustement structurel du FMI, beaucoup plus rigoureux que les précédents, est destiné à casser le système clientéliste et à lancer la Côte d'Ivoire sur les rails de la mondialisation libérale (avec, entre autres, le démantèlement des monopoles d'État).

Henri Konan Bédié succède au « vieux ». Pour stabiliser son régime, cet ami de Chirac⁶ utilise le concept d'« ivoirité » et resserre la rente au profit des populations du Sud. C'est le système du « clientélisme appauvri »⁴. La Côte d'Ivoire s'installe dans le ségrégationnisme racial. Le 8 décembre 1994, un nouveau code électoral est promulgué, excluant d'office de nombreux candidats potentiels aux élections sous prétexte d'une « ivoirité » imparfaite. Puis, le 23 décembre 1998, la loi foncière exclut les « non-Ivoiriens » du droit à la propriété foncière. Des milliers de paysans d'origine malienne et burkinabée (en grande majorité) sont chassés de leurs terres.

Houphouët-Boigny se méfiait des militaires. Il comptait plus sur l'armée française que sur la sienne, qu'il évita soigneusement de développer. Konan Bédié ne fut pas aussi fin, se faisant monter par Yannick Soizeau⁷ une garde présidentielle dès le début de son règne. La Côte d'Ivoire, en quasi-faillite, n'a plus les moyens de payer ses militaires. Le 24 décembre 1999, un coup d'État, porte le sinistre général Gueï au sommet. Konan Bédié est licencié. Gueï continue à diriger le pays sur les registres de l'ivoirité et de la corruption (malgré son intention initiale de lancer une opération mains propres). Les 4 et 5 juillet 2000, des centaines de soldats descendent dans les rues des villes, réclamant un « trésor de guerre » pour leur participation au coup d'État, et se livrent à des pillages et exactions. L'armée aussi est investie par le ségrégationnisme. Les militaires « non-ivoiriens » sont destitués et réprimés. Beaucoup d'entre eux se réfugient au Burkina Faso voisin.

La campagne pour la présidentielle d'octobre 2000 est marquée par l'éviction de 14 des 19 candidats (dont Konan Bédié, lui-même « victime » de son idéologie), et notamment le candidat du Rassemblement des républicains (RDR), Alassane Ouattara⁸, sous prétexte d'une ivoirité imparfaite. Le 22 octobre, le soir du premier tour, le général Gueï s'autoproclame vainqueur, alors qu'il arrive derrière Laurent Gbagbo, le candidat du Front populaire ivoirien (FPI, affilié à l'Internationale socialiste). Gbagbo (soutenu par Rocard et le PS français) fait appel à la rue, et rapidement des émeutes éclatent. La Cour suprême le déclare vainqueur en même temps que des affrontements ethniques ensanglantent le pays. Le 27 octobre, on découvre un charnier de 57 corps. La responsabilité du massacre est attribuée aux gendarmes.

Gbagbo assure son pouvoir en accentuant l'ethnisation du pays en faveur des populations





Manif à Lyon, 2001.

du Sud, particulièrement son ethnie (les Bétés), au détriment du Nord. On cite de plus en plus les escadrons de la mort, en Côte d'Ivoire. Sont accusées les milices pro-Gbagbo (particulièrement le mouvement des Jeunes Patriotes) qui opèrent avec la complicité des gendarmes. Une tentative de coup d'État avorte le 7 janvier 2001.

Le 19 septembre 2002, un soulèvement militaire cause des centaines de morts. Robert Guéï est assassiné, ainsi que le ministre de l'Intérieur de Gbagbo, Emile Boga Doudou. Les mutins sont originaires du Nord et prennent rapidement le contrôle de Bouaké. Ils sont bien équipés et paient cash leurs achats dans les magasins. Ce qui fait dire aux loyalistes que les mutins sont soutenus par des puissances extérieures, en premier lieu par Blaise Compaoré, le président burkinabé. Leur chef est le sergent-chef Tuo Fozié. Les FANCI (Forces armées nationales de Côte d'Ivoire) sont quant à elles dépassées. Immédiatement, le gouvernement ivoirien demande à la France une protection militaire en vertu des accords de défense franco-ivoiriens de 1961. Après une certaine hésitation, l'opération Licorne est déclenchée le 22. Les troupes françaises stoppent l'avance des rebelles et consacrent la partition du pays. Le 30 septembre, la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) décide l'envoi d'une force de paix.

La rébellion, strictement militaire au début, dévoile une vitrine politique: le Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire (MPCI) dirigé par Guillaume Soro, un ancien responsable du mouvement étudiant. Deux

autres mouvements font ensuite leur apparition le MPIGO et le MJP.⁹ Le 27 novembre, Dominique de Villepin, alors ministre des Affaires étrangères, se rend à Abidjan. On en profite pour exfiltrer Alassane Ouattara. Le MPCI demande à la France de respecter une « stricte neutralité ».

Du 15 au 24 janvier 2003, la France impose une table ronde de négociations qui débouche sur les accords de Linas-Marcoussi,¹⁰ signés par toutes les forces en présence. Gbagbo, bien que maintenu président, refuse d'accorder les ministères de l'Intérieur et de la Défense au MPCI, comme prévu en marge des négociations. Ils finissent par s'entendre lors d'une réunion inter-ivoirienne à Accra, au Ghana, sur l'entrée des rebelles au gouvernement. Les rebelles prennent le nom de Forces nouvelles.

Le 4 juillet, les belligérants annoncent la fin de la guerre civile, 24 heures après le déploiement de la MINUCI (Mission des Nations unies pour la Côte d'Ivoire).

Les tensions ne sont pas résolues pour autant. Le pays reste partitionné. Dans le Sud, sous les incantations du président Gbagbo et de ses partisans, un fort ressentiment anti-français est entretenu. En fait, les nationalistes ivoiriens ne sont pas prêts à accepter les accords de Linas-Marcoussi, ceux-ci prévoyant une révision du code de la nationalité, du code électoral et de la loi sur la propriété foncière. En outre, l'assassinat du journaliste français Jean Hélène et la disparition de Guy André Kieffer ont le double avantage, semble-t-il, de cultiver ce ressentiment francophobe et d'occulter quelques « mystères ».

Les 25 et 26 mars 2004, à Abidjan, une manifestation pacifique appelée par l'opposition pour soutenir les accords de Marcoussis dégénère en carnage. Plusieurs centaines de morts sont à dénombrer, du fait de la répression par l'armée, les forces parallèles et les milices pro-gouvernementales. Guillaume Soro, secrétaire général du MPCJ menace de faire sécession.¹¹ En face, les partisans de Gbagbo lancent un ultimatum pour le désarmement des rebelles.¹² La Côte d'Ivoire est donc plus que jamais prête à s'étriper, victime du syndrome rwandais.

Alors, chose curieuse pour des anarchistes, on pourrait se réjouir que la France ait envoyé son armée pour s'interposer entre les factions qui risquent de faire basculer la Côte d'Ivoire dans une tuerie épouvantable. Mais ce serait oublier un peu trop rapidement que dans cette guerre, la vieille puissance coloniale est partie prenante, ne serait-ce que parce que ses multinationales possèdent la quasi-totalité des ressources économiques du pays. Cacao, café, caoutchouc, télécommunications, pétrole, électricité, distribution d'eau, importations d'automobiles, construction, etc. sont détenus en grande partie par des sociétés françaises.¹³ Les successeurs d'Houphouët le Français (enterré en Normandie) doivent tous leur pouvoir à l'État français, y compris Gbagbo.

Mais ce dernier, dès son accession à la présidence, a démontré une volonté d'autonomie. Il a largement fait part de son intention de recourir aux appels d'offre internationaux pour renouveler les concessions attribuées jusqu'à présent à des multinationales françaises, dont la plupart arrivent à terme en 2004. Ainsi, pour la construction d'un troisième pont à Abidjan, la Chine est trois fois moins chère que Bouygues, ce qui ne risque pas de faire plaisir à Ouattara, ami de Martin Bouygues. Le 21 mai 2002, soit quelques mois avant le soulèvement du 19 septembre, G.W. Bush annonce que la Côte d'Ivoire est éligible au titre de l'AGOA¹⁴, une loi qui établit des relations commerciales privilégiées entre des pays africains (36 actuellement) et les USA. Même si Jacques Chirac a parlé des escadrons de la mort ivoiriens, il aura fallu que les multinationales françaises soient en difficultés (du fait d'un risque de déstabilisation) pour intervenir en Côte d'Ivoire. Le « blacknazisme » n'a dérangé nos gouvernants que lorsque leur pognon a été menacé. En prime, jouer sur les deux tableaux, en partageant les mises, c'est se donner l'assurance de gagner le jackpot.

En fin de compte, ce qui déchire la Côte d'Ivoire, outre les ingérences étrangères et les enjeux pécuniaires, c'est un cocktail ancien habituellement trouvable dans les boîtes de Pandore, à savoir: racisme, plus nationalisme, plus religion, plus injustices sociales et économiques, plus milices fascistes, plus armée et gendarmerie, plus pognon, plus corruption, plus État, plus impérialisme, etc.

Nul doute qu'égalité, solidarité, justice, liberté, raison, antimilitarisme, athéisme, etc. sont autant de pistes à conjuguer radicalement pour une paix véritable et durable en Côte d'Ivoire... et ailleurs.

M. S.

1. Dépêche AFP du 10 mai 2004, relatant un article du Guardian qui expose que les brimades et sévices sexuels sur les prisonniers sont enseignés par le SAS britannique depuis longtemps.

2. <http://www.survie-france.org>

3. Le multipartisme sera accepté par Houphouët le 5 mai 1990 sous la pression de la rue.

4. Bernard Conte - Côte d'Ivoire: du clientélisme « éclairé » au clientélisme « appauvri » - <http://conte.montesquieu.u-bordeaux.fr/Edito/clientelismCI.pdf>

5. 2,8 millions d'habitants en 1950, contre 15,4 en 1998, avec 1/3 d'étrangers : <http://www.humanite.presse.fr/journal/2003-01-15/2003-01-15-256382>

6. « Françafrique » à l'ancienne - Ph. Leymarie - <http://www.monde-diplomatique.fr/index/pays/cotedivoire>

7. Correspondant de la DGSE; trafiquant d'armes; blanchisseur de la taxation du RPR sur les marchés parisiens - Côte d'Ivoire: Apartheid et Maffiafrrique - www.ainfos.ca/02/oct/ainfos00577.html

8. Alassane Ouattara fut le Premier ministre du « vieux » de 1990 jusqu'à sa mort. Le 24 mai 1994, il est nommé directeur adjoint du FMI et quitte la Côte d'Ivoire. Il rentre en Côte d'Ivoire le 29 juillet 1999. Nommé président du RDR, il se porte candidat aux présidentielles.

9. Mouvement patriotique du Grand Ouest, se réclamant du général Gueï et désirant le venger - Mouvement pour la justice et la paix, issu du MPCJ.

10. http://www.abidjan.net/documents/accord_marcoussis.htm

11. Dépêche Associated Press du 26 avril 2004.

12. <http://allafrica.com/stories/200404270942.html>

13. Maintien de la paix ou guerre coloniale (Les intérêts français) - Olivier Leclercq - Le Monde libertaire du 16 janvier 2003.

14. African Growth and Opportunity Act - Promue par Clinton, sous le slogan « trade not aid » (le commerce et non l'aide), cette loi sera votée le 18 mai 2000 par le congrès états-unien avec l'approbation des républicains et des démocrates - http://www.bnetd.ci/infos2/amq/usa_agoa.htm



Mourir pour McDo

Jean-Pierre Tertrais



Botero, *Le fou parle*, n° 19, 1982

en

EN QUELQUES DÉCENNIES, et un peu partout sur la planète, l'obésité est devenue plus qu'une question de société, un problème majeur de santé publique. On estime aujourd'hui le nombre de personnes obèses, dans le monde, à plus d'un demi-milliard! Comme souvent, les États-Unis sont à la pointe du progrès : près de 45 % des Américains présentent un excès de poids. Avec 400 000 morts par an, l'obésité est en passe de devenir la première cause de mortalité au royaume de McDo. En France, où l'on dénombre cinq millions d'obèses, la progression est particulièrement importante chez les enfants : 13 % d'entre eux souffrent actuellement d'un surpoids contre 3 % il y a trente ans et 6 % il y a quinze ans.

Une société en question

La progression de l'obésité est liée aux mutations économiques : elle est spectaculaire à partir des années 50 aux États-Unis. La multiplicité des facteurs et de leurs interactions fait de l'obésité un problème complexe ; il est cependant évident qu'à côté des causes biologiques (essentiellement génétiques), les facteurs sociaux et environnementaux prennent une place prépondérante.

Les styles de vie ont un rôle majeur dans le développement de l'obésité : sédentarité (mécanisation des modes de déplacement : ascenseurs, escaliers roulants, automobiles, etc., contre la marche et la pratique du vélo), modification des habitudes alimentaires (notre ration

de viande a plus que doublé depuis la Seconde Guerre mondiale!), densité calorique de la nourriture, taille des portions, déstructuration des rythmes alimentaires (grignotage à toute-heure, consommation impulsive), régression du plaisir et de la convivialité liés au moment du repas, stress comme source de désordres du comportement alimentaire, etc.

Les répercussions sur la santé sont en proportion de l'ampleur du problème : diabète, hypertension, maladies cardiaques et respiratoires, douleurs articulaires, troubles du sommeil, etc.). Avec un coût économique croissant : l'obésité est responsable de 5,5 à 7 % des dépenses de santé aux États-Unis (117 milliards de dollars par an).

Bouffe et tais-toi !

Tout est mis en œuvre pour expliquer que la lutte contre l'obésité relève de l'individu et non de l'État. Le pauvre était déjà responsable de sa misère ; il l'est désormais de son embonpoint. Car ce sont bien les personnes les plus vulnérables qui sont majoritairement affectées par l'obésité. Toujours aux États-Unis, dans certaines populations défavorisées, hispaniques ou noires, le pourcentage de sujets obèses peut atteindre les 50 %. Récemment, la Chambre des représentants vient d'adopter un projet de loi dit « Cheeseburger » visant à protéger les chaînes de restauration rapide et les groupes alimentaires américains des procédures engagées par des obèses, et dont les

« Le pauvre était déjà responsable de sa misère; il l'est désormais de son embonpoint. »

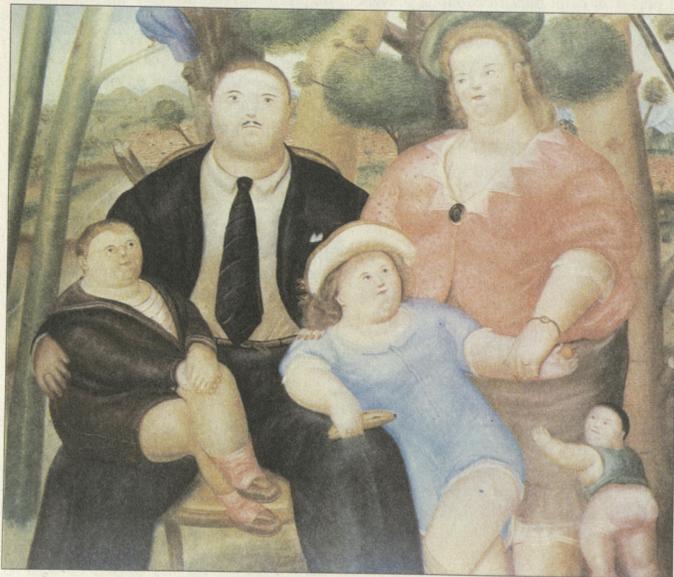
conséquences financières pourraient être catastrophiques. Avec un argument imparable: l'objectif est de protéger un secteur qui est le plus grand employeur aux États-Unis après le gouvernement, avec douze millions de salariés. Si c'est pour l'emploi...

La propagande commence par la négation des facteurs sociaux et la mise en évidence des prédispositions génétiques de l'obésité (alors que les enfants regardent en moyenne 10 000 pubs par an pour des produits alimentaires, et que 95 % de ces spots télévisés concernent fast-foods, boissons, bonbons ou céréales enrichies en sucre!). Elle se poursuit par la mise au point de médicaments, agissant soit au niveau de l'intestin pour limiter l'absorption des graisses alimentaires, soit au niveau du cerveau pour limiter la prise alimentaire. Focaliser l'attention sur les effets permet d'oublier les causes! Il existerait même une théorie virale de l'obésité! Ne serait-ce pas un peu... gros?

Toujours plus

Et si, pourtant, ce fléau de l'obésité n'était que la caricature dérisoire d'une société malade parce que fondée sur l'économie? Une économie où des gourous assènent à longueur de temps des prévisions qui s'avèreront fausses, élucubrations d'une science qui n'en est pas une... mais qui décide quand même de la vie et de la mort des femmes et des hommes, sans jamais avoir de comptes à rendre! Une économie qui ne peut être qu'une discipline de salon parce qu'elle est incapable d'appréhender la complexité du réel et qui, précisément parce qu'elle ne peut rendre compte du réel, finit par déclarer sans vergogne que ce n'est pas la science économique qui est fautive, mais la réalité!

Botero, *Le fou parle*, n° 19, 1982



Soumise aveuglément au jargon prétentieux des usurpateurs, à la langue de bois qui dissimule leur ignorance, la société elle-même ne se conçoit que comme un « appendice du système économique ». La seule finalité de l'économie de marché est de produire toujours plus de biens; la consommation effrénée semble être le seul idéal de la civilisation occidentale. La religion de la croissance a édifié de nouveaux temples, les supermarchés, consacré de nouveaux prêtres, les investisseurs. L'objectif, lui, n'est pas nouveau: anesthésier les consciences. À quoi peut servir de remplacer la culpabilité par le désir si c'est pour culpabiliser quand le désir n'est pas assez extravagant?

Dans la société capitaliste dominée par le profit, consommer est devenu un devoir civique. Non seulement la vie humaine est réduite à l'acte d'achat, l'homme au statut de producteur et de consommateur, mais les vitrines opulentes invitent en permanence à une « orgie mercantile ». Le poids des aliments ingérés par personne aux États-Unis est passé de 860 kg en 1961 à 1 065 kg en 1999, soit une augmentation de 25 % en 40 ans (encore un effort, citoyens, les marchés seront reconnaissants!). Une étude récente sur l'évolution de la stature physique des Américains met d'ailleurs en évidence que les mensurations des femmes de 18 à 25 ans sont passées de 89-69-95 il y a vingt ans à 96-81-104: l'industrie du silicone n'est donc pas seule en cause! Se gaver, se gonfler pour augmenter le PIB, pour faire tourner la machine à plein régime, pour éviter les crises de surproduction. Multiplier les appétits pour n'être jamais rassasié.

Mourir pour McDo!

Une société fondée sur les outrances, les excès, la surenchère, le gigantisme, sur l'accumulation et la destruction de marchandises, sur la profusion matérielle, et où le bonheur, ou plutôt son illusion, se mesure à l'aune de la seule croissance, doit comprendre que ses jours sont comptés, sa vulnérabilité se nourrissant de sa puissance.

Parce que ces pseudo-richesses ne servent qu'à combler des insatisfactions, banaliser des plaisirs factices, masquer la dépréciation de soi, parce qu'elles favorisent l'érosion des facultés créatrices, nous dépossédent des moyens de subsistance, nous distraient d'une vie fade, d'un ennui mortel, d'un échec existentiel, parce qu'elles engendrent la perte du lien social, la dissolution des solidarités, il est urgent d'élever l'homme à la place où il n'aurait jamais dû cesser d'être. Urgent d'accoucher d'une civilisation qui soit fondée sur le partage d'une terre que nous empruntons à nos enfants, sous peine de voir se développer les tendances à l'autodestruction, sous peine de sombrer dans l'ère du vide. Urgent de « décoloniser les consciences », de passer de l'apathie majoritaire à la révolte généralisée. Perdre sa vie à la gagner et vivre au-dessus de ses moyens en hypothéquant le futur: aucune autre bête n'aurait pu le faire!

J.-P. T.

Croix, bannières, banderoles et sport

Les

LES ENCAGOUÉS toutes catégories sur les écrans déferlent et défilent. On a rarement vu autant de ténébreux et menaçants visages camouflés sous passe-montagnes noirs, keffieh à franges ou à damiers, longues coiffes pointues noires comme passées au noir des nègres lynchés par les hommes encagoulés du Ku-Klux-Klan – c'est devoir de mémoire que de le rappeler. Pâques célébrant la Passion du Christ, le style sado-maso sur croix ensanglantée pullule, stimulé par le succès miraculeux du film éponyme tourné en parole d'évangile. Rapport qualité-prix du sang, le gibet du Fils, dernière tentation de l'acteur Mel Gibson, bat tous les records, et le dieu des Enfers, Pluton, dit le Richissime (tous les morts tombent dans son escarcelle), peut aller se rhabiller, battu à plate couture par un frais émoulu Jésus qui s'est prêté à d'ostensibles estafilades, payées rubis rubiconds sur membres cloutés, et de toutes façons cicatrisées illico presto dans l'ici-bas de l'au-delà ou l'au-delà de l'ici-bas, c'est même fantasmé, la résurrection se profilant, croix brandie, comme sûre érection.

Roger Dadoun

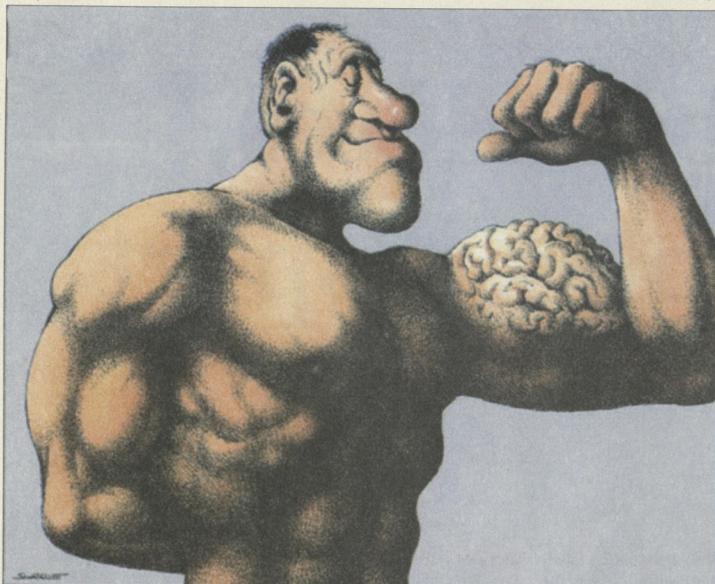
Tous sauvés

Ils convergent en foule et s'agglutinent place Saint-Pierre de Rome pour faire semblant d'écouter les paroles inaudibles du Papa pris dans un pack de noires soutanes. À la flamme tremblante des chandelles, les croyants se font des gueules d'atmosphère. On voit se dresser, par-ci par-là, les croix; l'une d'elles, rappel des deux cents morts de l'attentat de Madrid, attristé entre les mains impotentes du Pontife. Dans les cités espagnoles, « vues à la télé », de noirs cortèges d'encagoulés nous la jouent pascale, la passion du christ, au tempo d'un calvaire; on voit un Jésus accablé sous croix et câblé sous contrat, recevant des coups de fouet de soldats romains mous. « Du live, on veut du live », exigent les voyeurs téléphiles; et l'objectif alors de traquer « les gens », le « peuple », pour le bouche-à-oreillette de

l'émotion: gros plan sur une jeune fidèle qui, recrutée demain d'un loft, s'exclame: « Je veux revivre le chemin de croix »; cette autre, transfigurée ou transverbérée, en stase de sexe, s'extasie: oui, par la crucifixion, « tous les hommes ont été sauvés » – ce dont, sans plus tarder, un zapping va témoigner (témoins = martyrs).

Brûler l'infâme

Miracle du zapping: la caméra plante là aussi sec cet Occident extatique et ses décors de croix, pour nous plonger dans un Irak en feu – marqué lui aussi, dans sa chair, au sceau de l'extase religieuse. Incarnation au fer rouge: les croyants, yeux hagards, se flagellent rythmiquement avec des verges cloutées, et convergent, forêt de noires bannières en marche vers Kerbala, cité sainte chiite. Un saut d'image montre en gros plan des « miliciens » encagoulés exhibant leur kalashnikov au-dessus de trois otages japonais à genoux, yeux bandés. Encagoulés s'adressent furibards aux télé du monde entier pour dire qu'ils s'apprentent à brûler vifs, ou à décapiter ces trois impies infâmes venus aider le peuple irakien. Autre scène: un passant vociférant affirme, approuvé par complices gesticulants et agitant bannières (les médias ne semblent connaître que des Irakiens vociférants-gesticulants et si possible encagoulés – ô terreur!), qu'ils massacreront et tailleront en pièces tous les « étrangers ». Flash back: quelques jours auparavant, quatre Américains, brûlés vifs dans leur voiture, devenus morceaux de cadavres, sont dépecés et matraqués par des « miliciens », qui les traînent, les exhibent, les pendent. Retour en arrière, en bestialité, de combien de millénaires: n'est-ce pas en prenant conscience du mystère de la mort et du respect des morts (rites, inhumation) que l'homme a pu accomplir un pas décisif sur la voie de l'humanisation? Le spectacle de la « bête immonde » fasciste s'acharnant sur des morceaux de mort signe un bond vertigineux en arrière dans une insane bestialité.



Claude Serre

« Miliciens », bandes réorganisées de l'ère saddamite passées à la sauce oussama, ils savent parfaitement, d'une part que les GIs ne sont pas les troupes russes de Poutine massacrant les Tchétchènes à l'abri des regards – mais la sale bavure guerre des militaires, mais gare alors au scandale, et d'autre part que les télévisions occidentales sont prêtes à tout pour s'offrir un scoop: est-ce vendre la mèche que d'imaginer qu'elles paieraient cash, et en dollars, pour filmer en live la mise à feu d'un otage isolé? « Milices », « bandes », « terroristes » – certains « experts » ou « intellocrates » européens ont décidé qu'il s'agissait de « résistance »: « populaire », pour ce chroniqueur d'un hebdo de gauche, « légitime », selon ce philosophe badgé mao, à qui dérange, au bout de sa langue de bois précieux, le mot sacré « révolution ». Indécrottable universitaire cuistrerie.

Larissa Bogoraz

Dans ces remugles des fanatismes politico-religieux et avilissements de la pensée, un souffle d'air frais, une claire lumière nous viennent, imaginez donc – de Moscou et d'une morte! Larissa Bogoraz s'est éteinte le 6 avril 2004, à l'âge de 74 ans (miraculeuse longévité dans une Russie mortifère) – elle demeure, à nos yeux, la dissidente passionnée et lucide qui donne au mot, galvaudé, de « résistance » son exacte noblesse, son impérissable raison musicale. Résistance, entre autres fantastiques hauts faits, face à l'invasion en août 1968 de la Tchécoslovaquie par la soldatesque russe: ils sont sept ou huit (parmi eux Natalia Gorbanevskaïa, Viktor Fainberg, Pavel Litvinov, Vadim Delaunay, Konstantin Babitsky – le sel de la terre, avec quelques autres auxquels sans relâche nous élèverons d'insignes mémoriaux) à manifester, 25 août midi place Rouge, en dépliant leurs frères banderoles: « Longue vie

à la Tchécoslovaquie libre et indépendante ». Éclat téméraire, bref: à peine deux-trois minutes, et la milice fonce, déchire, matraque, embarque, tabasse. Quatre ans d'exil en Sibérie pour Larissa Bogoraz. Son compagnon, le poète Youri Daniel, a été déporté au goulag, avec Andréï Siniavski, pour avoir fait entrer en URSS des textes de l'Ouest; et son second mari, l'extraordinaire Anatoli Martchenko, auteur de l'implacable *Mon témoignage*, les camps en URSS après Staline, déporté dans un « camp de rééducation » (camp de la mort à la stalinienne), meurt en prison en 1986, à 38 ans, après quatre mois de grève de la faim – lente et crapuleuse mise à mort. Vigilante et pugnace, Larissa dénonçait hier encore les pratiques de l'armée russe en Tchétchénie.

Sans explosif kamikaze ni kalashnikov ni bannière ni exhibitionnisme médiatique, Bogoraz et ses compagnons de résistance et de calvaire ont payé, de leur vie et dans leur chair, les mots simples qu'ils avaient le courage (« folie », disaient les momies kremlinesques, qui enfermèrent Gorbanevskaïa dans un asile psychiatrique) de proférer – et qui, telles de très terrestres trompettes de Jéricho, fendirent les murailles d'horreur du fascisme stalinien, mis à bas.

Retour médiatique du stalinisme

Mais aussi bas soient-ils, les refoulés du stalinisme ne cessent de faire des retours sur images et jouer les ludions: la nostalgie est toujours ce qu'elle était, et la rumeur relance en boucle ses rengaines, glairées par les flagorneries médiatiques en mal de « souvenirs, souvenirs »: c'était, n'est-ce pas, le bon temps des petits pères Thorez et Duclos (puis Marchais ou autres), sous la houlette d'un Staline (puis Brejnev ou autres), le « Petit Père du Peuple » (calomnié, disaient-ils, par tous les Kravchenko « à la solde de l'impérialisme américain » – reportez-vous

au procès mémorable intenté au journal d'Aragon les *Lettres françaises*, qui fait retour en supplément d'âme d'Huma!) acclamé « Boussolle de l'Histoire », avec le grand H du « diamat » (« matérialisme dialectique », camarades!) – les petits « h » du quotidien servant à faire tomber les bonnes comme les mauvaises têtes. Une bonne partie des épigones en France, intellos ou politiques, réinvestis en « ex », se sont casés recyclés qui en journalisme, médias, édition, université, qui veinards dans les artères athéromateuses des nouveaux pouvoirs politique, financier ou syndical. Hier encore, à l'occasion du centenaire d'un journal qui, sous trompe-l'œil ouvriériste, demeure une anthologie des bassesses intellectuelles, matraquages idéologiques et marchandages politiques, chaînes télé et historiens et politologues de service se sont payés, tisonnant les braises, leur petite « fête de l'Huma ».

Les journalistes qui convoquent, zélés, l'ex-ministre communiste jeunesse-et-sports de l'ex-gouvernement « gauche plurielle » auraient été bien avisés, en vue des Jeux Olympiques d'Athènes, de citer au moins quelques fortes pensées de la secrétaire du PC. Signalons donc la vigoureuse étude sur la *Maladie infantile du parti communiste français* (« le sport »), tome I, *Sport rouge et stratégie de développement du capitalisme*; tome II, *Mythologies sportives et répressions sexuelles* (L'Harmattan, 2004), dans laquelle l'auteur, Fabien Ollier, nous gratifie d'une envolée ministérielle, gratinée pour Medef: « Le sport est une source de rêve incomparable... Il mobilise chaque semaine des millions de pratiquants, des centaines de milliers de bénévoles, il réalise des audiences inégalées à la télévision. Le bonheur qu'il procure en fait un levier remarquable de cohésion sociale. » (Que n'a-t-elle hérité du ministère du même nom!). Passent au bleu (blanc-rouge, déteint rose) les pratiques financières crapuleuses et maffieuses, les violences fascistes sur les stades, les hystéries médiatiques, les traitements déléterés infligés aux sportifs (dopage, avortements ou grossesses, agressions sexuelles, déformations, mutilations) – l'objectif rêvé étant exactement celui des systèmes répressifs et nationalistes et des mercantilismes en tous genres: embrigadement, normalisation et incorporation idéologiques de la jeunesse et du citoyen, le PC se pointant pédago et héraut zélé.

Entre journalistes sportifs, verges au bout d'une langue de bois vermoulue, « on refait le match » (sur la 7); les médias « pipeau(!) » refont l'histoire, jouent à tourner les pages pour mieux « tourner la page », à la tête du client.

R. D.

Une « indépassable » démocratie État des lieux

Freddy Gomez

il

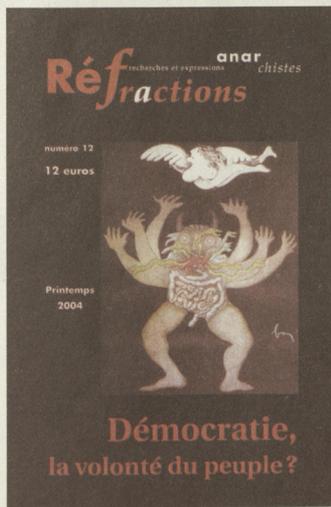
IL FALLAIT SANS DOUTE quelques pressantes raisons pour que des libertaires s'interrogent avec une telle acuité sur un sujet – la démocratie – habituellement dévolu à ses « progressistes » adeptes et/ou à ses « réactionnaires » contempteurs. Il en est, des raisons, et de deux sortes – externe et interne. La première, la plus évidente, tient à la nécessité de se pencher sur une époque – la nôtre – dont la principale singularité est de rejeter « hors des limites du possible », au nom d'une modernité démocratique prétendument « indépassable », tout projet authentiquement libérateur. L'autre, sans doute secondaire, mais motivante, c'est de comprendre pourquoi des libertaires conséquents ont pu, momentanément, se rallier, en 2002, à l'« imaginaire » citoyen pour vaincre un « fascisme » réellement inexistant.

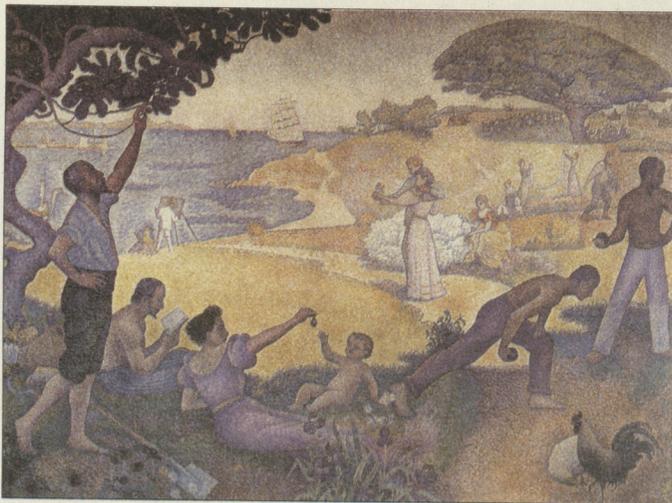
Sur ce point, le douzième numéro de *Réfractions* – « Démocratie, la volonté du peuple? » – ne s'attarde pas plus que nécessaire, mais l'étude de Bernard Hennequin – « Retour sur une grande confusion » – dit l'essentiel de ce réflexe démocratique dont firent preuve récemment certains anarchistes. Non pour l'accabler du mépris facile de l'orthodoxie – ce n'est pas le genre de la maison! –, mais pour en saisir le mécanisme, autrement plus complexe, sans doute, qu'une simple et provisoire adhésion à l'air du temps. Ce débat – car il y eut débat, y compris dans l'équipe de *Réfractions* – révélait, au-delà des circonstances, bien des non-dits libertaires sur une démocratie triomphante fort à son aise dans le brouillage des pistes et l'invention de faux combats, l'essentiel étant, pour elle, de tenir à distance la question sociale et d'archaïser à jamais la bonne vieille cause de l'émancipation.

« Les premières années du XXI^e siècle nous obligent à constater que nous vivons une époque frappée par une profonde régression de la pensée politique », indique, en ouverture de ce numéro, l'équipe rédactionnelle de *Réfractions* chargée de son élaboration. Et d'énoncer, comme autant de preuves de cette « régression », la culture du compromis, la

sur-valorisation de la sphère privée, le recul de la pensée critique et l'apathie généralisée d'une « masse sans illusions, dépossédée de sa volonté souveraine » et livrée à cet imaginaire dominant, où la démocratie « représentative et de marché » incarnerait désormais tout à la fois la modernité, le droit, la raison et la fin de l'Histoire.

Structurée en trois parties « aux limites incertaines » – « Critique de la démocratie néo-libérale », « Retour sur la philosophie politique », « Situation et problèmes » –, cette dernière livraison de *Réfractions* vise loin. Il s'agit – rien de moins – de « s'attaquer à ce bloc imaginaire tout-puissant » qu'une moderne bien-pensance intellectuelle s'évertue de légitimer au prétexte que le totalitarisme guetterait, par force, toute subversion de l'ordre démocratique institué. Ainsi, Monique Boireau-Rouillé – « La modernité contre la démocratie? » – souligne le rôle qu'a joué la pertinente critique anti-totalitaire – chez un Marcel Gauchet, mais plus fortement encore chez un Claude Lefort – dans la revendication actuelle d'une démocratie de plus en plus réduite à son acception libérale. De la même façon, sur une thématique parallèle, Miguel Abensour – « Lettre d'un "révoltiliste" à Marcel Gauchet converti à la "politique normale" » – invite, au passage, à s'interroger sur les « dégâts » que provoqua « l'effet-Furet », y compris sur « des esprits indépendants » et qui n'avaient pas, eux, comme leur maître en « juste milieu », à se repentir d'avoir été staliens. La question, il est vrai, est d'autant plus intrigante que la hargne que vouent les « thermidoriens » de fraîche date aux « révoltilistes » de toujours – c'est ici Gauchet qui est visé, le même Gauchet qui vient de rejoindre la très chiraquienne Fondation pour l'innovation politique – repose finalement sur une pensée faible, mais doctoralement assénée: le modérantisme résigné, variante de l'éternelle soumission à l'ordre du monde et illustration de cette « montée de l'insignifiance » en « période de conformisme généralisé » qu'annonçait Castoriadis peu de temps avant sa





Paul Signac, *Au temps d'anarchie*, 1894-1895.

mort. De glissement en glissement, donc, la démocratie représentative, qui n'était qu'une forme de régime – préférable, sans aucun doute, à d'autres par le degré de liberté qu'il consentait à ses opposants –, s'est finalement muée, crise des totalitarismes aidant, en modèle définitif de société (« le modèle consumériste anglo-saxon », précise à juste titre M. Boireau-Rouillé).

Reprenant les choses du début, Annick Stevens – « La démocratie vue par ses inventeurs » – et Eduardo Colombo – « L'escamotage de la volonté » – voient dans la démocratie dite directe de l'Athènes classique une expérience riche d'enseignements, dont la trace se retrouve, pour E. Colombo, dans l'élan révolutionnaire de 1789, incarnation de la « souveraineté directe du peuple » avant que la bourgeoisie triomphante ne lui oppose « l'espace public de la représentation » et que Thermidor ne parachève son œuvre de « détournement » en fixant le lieu du pouvoir politique et l'« imaginaire » de l'État moderne.

C'est sur ce « transfert de la souveraineté du peuple à la puissance déléguée » que repose encore aujourd'hui cette démocratie où « la liturgie du suffrage universel est la forme publique par laquelle le peuple abdique rituellement sa souveraineté ». Rejoignant E. Colombo sur ce point, Louis Janover – « La démocratie comme science-fiction de la politique » – voit dans cet exercice électoral légitimant, éternellement recommencé, l'« acte de dépossession » par excellence. « C'est par la ~~voix~~ des urnes, écrit-il, que le peuple est invité à faire entendre à ses maîtres qu'il se complait dans son état. » Ainsi, cette démocratie représentative aurait bien des traits communs avec la « tyrannopocrisie » des Niveleurs, un art consommé de faire admettre au peuple qu'il doit élire ses maîtres au lieu d'agir.

Un certain réductionnisme tend à faire des anarchistes soit des « anti-démocrates », soit des « ultra-démocrates ». La question – complexe – des rapports entre anarchisme et

démocratie occupe – on s'en doute – une importante place dans ce numéro de *Réfractifs*. E. Colombo situe la singularité de l'anarchisme, y compris par rapport à la démocratie directe, dans son refus de la « loi de la majorité ».

S'il conserve, de la démocratie, le « principe fondamental de la volonté du peuple », il s'attache à défendre toujours et fermement l'autonomie du « sujet de l'action ». Pour Daniel Colson – « La force radicale de l'anarchie » –, l'anarchisme ne saurait, cependant, seulement être compris – sauf à l'enclorre dans le champ du politique – comme un « au-delà de la démocratie » reposant sur des « procédés techniques » respectant l'autonomie individuelle et collective du sujet. C'est ailleurs qu'il faut chercher sa radicale différence, dans sa volonté d'« abolir tout organe et toute procédure de pouvoir institué », dans sa prétention à défendre « la capacité des êtres à penser et à exprimer eux-mêmes, directement, à partir de leur expérience et de leur subjectivité, toutes les nuances des rapports qui les unissent et qui les opposent ».

De son côté, Alain Thévenet – « Un bateau ivre... » – explore à sa façon, parabolique et nautique, la piste du tronc commun (les Lumières) et de la « mésentente » entre une démocratie au singulier et un anarchisme au pluriel, avec, en fin de course – nous y sommes ! – une interrogation sur l'avenir incertain d'un monde où la première n'émerveille plus que Blandine Kriegel et Luc Ferry et où le second (toujours pluriel) doit encore prouver sa capacité à offrir une alternative aux « naufragés » du « bateau ivre ».

Car, plus largement, la question est bien celle d'un réinvestissement libertaire de l'imaginaire dominant, celle d'un assaut conceptuel contre l'ordre des idées, celle – éminemment difficile – du devenir possible, et souhaitable, de nos sociétés telles qu'elles sont, et non telles qu'elles ont été.

Sur ce dernier aspect des choses, Claude Orsoni – « Le monde moderne et la recherche de la démocratie » – nous offre une étude stimulante d'où il ressort qu'aucune référence historique ne saurait nous éviter de penser, qu'aucune « doxa » anarchiste n'apporterait de réponse convaincante à nos interrogations d'aujourd'hui et que tout serait, par conséquent, à ré-inventer. Pour lui, aucune certitude n'est désormais admise, sauf que la démocratie connaît une crise profonde – et pas seulement de représentation – et que, précise Claude Orsoni, « le développement du système capitaliste néo-libéral, en extension et en sophistication, entraîne du même coup des conflits et des résistances qui doivent, qu'elles le veuillent ou non, prendre des formes alternatives ou étrangères aux impératifs contre lesquels elles se dressent ».

L'espace manque pour évoquer en détail d'autres travaux, comme ceux d'Antoine Bevort (« La démocratie ou l'art de l'action collective »), de Fabio Ciaramelli (« Crise de la démocratie, nature humaine et servitude volontaire »), d'Alain Brossat (« La plèbe. Des infâmes et des anonymes »), d'Eugène Enriquez (« L'homme du XXI^e siècle: sujet autonome ou individu jetable ») ou encore de Dominique Rousseau (« La démocratie continue ou comment remettre l'État à sa place »). Toutes ces contributions, complétées de notes de lecture, font, pourtant, de ce douzième numéro de *Réfractifs* – dont la réputation est acquise depuis longtemps – une livraison de grande cuvée, qu'il faut lire et faire lire. Elle prouve, en tout cas, qu'au-delà du nécessaire ressassement de ses vieilles gloires et de l'indispensable travail de mémoire sur ses combats passés, les libertaires savent aussi penser le monde, ce monde, celui qu'il est plus urgent que jamais de vouloir transformer. Malgré tous les bétonneurs d'horizon et leurs clôtures conceptuelles.

F. G.

Printemps, été, automne, hiver... et printemps

de Kim Ki-duk

EN COMPÉTITION à Locarno, l'été dernier, le film de Kim Ki-duk arrive seulement maintenant sur les écrans. Le Festival de Berlin montrait, en février 2004, son film suivant: *Samaritan Girl*. Il change de style et de thématique à presque chaque film. Le cinéma de Kim Ki-duk est violent. Cette violence très orientée s'exerce entre hommes, voir *Bad Guy* et *The Coast Guard*, mais elle est presque toujours montrée comme une conséquence de désirs provoqués par l'attraction sexuelle, par une force presque animale qui pousserait les hommes vers les femmes, les corps dans les étreintes, dans les jeux de séduction de plus en plus poussés.

Mais dans *Printemps, été, automne et hiver... et printemps*, tout est différent: un tout petit temple richement décoré flotte sur l'eau, le lac paraît comme un écran de ce lieu sacré et l'entoure d'une sorte d'aura. Dans ce temple flottant sur Jusan Pond (le nom du lac créé, il y a 200 ans) vivent un maître et un jeune enfant, un garçon qu'il initie à la cueillette des herbes, à la prière et à la méfiance des serpents. Il lui enseigne à respecter les codes de vie qui régissent cet espace: toujours passer par une porte, tel le visiteur du temple qui doit d'abord franchir les battants d'une porte toute symbolique. Ainsi des règles de sagesse entrent dans les habitudes de vie. Nous sommes donc dans un univers où vivre

en bonne intelligence avec la nature, les démons et les dieux, s'inscrit dans la tradition orientale. Mais Kim Ki-duk emprunte ces signes et représentations religieuses à de multiples courants religieux; son univers ne se limite pas aux références orientales. Le petit garçon semble se porter à merveille, il est heureux et joue. Comme tous les enfants il joue à... attacher une pierre à un poisson, à une grenouille et à un serpent! (Ces animaux font partie des animaux sacrés dans les religions orientales). Le maître, qui l'observe, le sanctionne en lui attachant à lui aussi une lourde pierre dans le dos. Il lui explique qu'il doit retourner délivrer ces animaux martyrisés et que, si par malheur, ils sont morts, eh bien, il portera leur mort toute sa vie sur la conscience. Il retrouvera les animaux, mais ne pourra délivrer que la grenouille; le poisson et le serpent étant morts. Les saisons passent.

Une mère croyante confie sa fille malade au maître pour la guérir. Cette jeune fille va devenir la « porte » qui ouvrira le novice devenu jeune homme à une autre vie qui nous apparaîtra un moment réussie pour tous les deux. L'île deviendrait un temps le paradis, un jardin d'Eden?

Mais ce n'est pas prévu dans les règlements du temple. Le jeune fille ainsi guérie doit partir. Le novice en perdra le sommeil et

partira la rejoindre, une statue de bouddha dans son sac à dos. Plus tard, il reviendra, les flics à ses trousses.

Alors que Kim Ki-duk semble nous entraîner dans un univers d'inspiration bouddhique, porté sur l'introspection, la contemplation et les rites, on va retrouver, au retour de son disciple qui a maintenant trente ans, des scènes d'une grande violence: le maître frappe sauvagement son ancien moineillon qui a finalement tué la femme qu'il aimait. À cet homme qui a échoué dans le monde des hommes, il inflige une punition d'une grande violence symbolique. Pour retrouver la paix de son âme, il doit graver au couteau les versets du « *Pranjaparamitasutra* » dans le plancher du temple et sera seulement livré à la police, une fois son travail colossal achevé.

Kim Ki-duk qui joue lui-même le disciple devenu adulte traîne une meule sur la montagne, y installe une statue féminine à la grâce divine hindoue. On trouve cette histoire de péché et de meule dans les Évangiles où il est dit que pour certains pécheurs il vaudrait mieux leur accrocher une meule aux pieds et les précipiter dans la mer. Le réalisateur coréen construit ainsi une morale rattachée à de multiples courants. La punition infligée au gamin ignore le symbolisme et nous rappelle « œil pour œil, dent pour dent ».

Tout ce foisonnement de symboles, de morale, de règlements, s'inscrit dans des paysages qui renvoient au cours des saisons une beauté presque surréelle et rappellent les estampes orientales et la peinture de ce peintre coréen auquel Im Kwon-Tek a consacré un film débordant d'énergie: *ivre de femmes et de peinture*.

Les arbres centenaires du lac continuent leur croissance dans l'eau, une tête de bouddha est sculptée dans la glace d'un torrent, une femme au visage caché par un voile confie son bébé. Elle est engloutie par l'eau du trou dans la glace du lac gelé. Le cycle des saisons se confond avec le cycle de la vie: tout n'est qu'un éternel recommencement. L'adulte repentini deviendra à son tour le maître de cet enfant, orphelin du monde, recueilli exactement comme il avait été accepté par le vieux maître, réincarné maintenant en serpent...?

Quant à la place de la femme, on reste perplexe. Les Coréens sont-ils donc tous nés orphelins?

Heike Hurst



Jeudi 27 mai

Paris 1^{er}

Le RATP appelle à une action pour la liberté de circulation. Rendez-vous à 18 heures, place du Châtelet.

Vendredi 28 mai

Caen

Débat autour de la détention des prisonniers.e.s d'Action Directe et de l'acharnement de l'État envers tous les prisonniers.e.s politiques. Organisé par le Syndicat Interco Anarchosindicaliste de Caen et des membres du Collectif pour la libération des prisonniers d'A. D. à 20h30, au sous-sol de l'église réformée de France, 19, rue Mélingue.

Paris 11^e

Débat organisé par le RATP autour de la sortie de la brochure *Déplacements sous contrôle*, à 20 heures, à la Passerelle, 3, rue Saint-Hubert.

Samedi 29 mai

Lille

Deuxième salon de l'édition et du livre de lutte, organisé par l'Union locale de la CNT. Ateliers, débats avec de nombreux éditeurs et auteurs présents. De 10 heures à 20 heures, à la MEP, place Georges-Lyon, M^oRépublique.

Paris 10^e

Manifestation contre les lois liberticides touchant les internautes, les auteurs et les médias indépendants, à 14 heures, place du Colonel-Fabien.

Paris 11^e

Des membres du collectif de rédaction de *La Question Sociale* présenteront le premier numéro de la revue qui devrait sortir le même jour, à 16h30, à Publico, 145, rue Amelot.

Mercredi 2 juin

Grenoble

Astier et les frères Sakarine en concert à la Table ronde à 20h30.

Samedi 5 juin

Paris 11^e

Forum avec Florence Montreynaud pour son livre *Appeler une chatte... Mots et plaisir du sexe*, à 16h30, à Publico, 145, rue Amelot.

Paris 20^e

Journée de solidarité avec la coopérative zapatiste MutVitz, de 15 heures à 21 heures. Projection co-organisée avec les Écrans Rebelles, à partir de 18 heures: un film sur MutVitz et un autre sur les récents événements de Zinacantan. Débat avec le Comité de solidarité avec les peuples du Chiapas en lutte de retour d'un séjour au Chiapas. Tables de presse, distribution de café dans les locaux de la CNT, 33, rue des Vignoles.

Dimanche 6 juin

Paris 11^e

Fred Alpi en concert, dans le cadre du festival Rash Paris/Barricata, à 17 heures au CIGP, 21 ter, rue Voltaire. Avec Inner Terrestrial.

Samedi 12 juin

Paris 11^e

Débat organisé par le collectif du RATP: *La répression dans les transports* et présentation de la brochure *Déplacements sous contrôle*, manuel juridique de l'arsenal répressif des transports en commun, à 16h30 à Publico, 145, rue Amelot.

Paris 18^e

Projection du film de J. Lamant, *Foi d'anar: Maurice Joyeux* (1984), avec une présentation de Thierry Porré, à 15h30, à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette.

Radio libertaire

Jeudi 27 mai

Si vis pacem: de 18 heures à 19h30, Mounamitié avec Gérard Durand, secrétaire des Amis de la vie.

Samedi 29 mai

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, Génération précaire, avec Karim en deuxième partie.

Jardins d'Orphée: de 21 heures à 23 heures, émission présentée par Anita Fernandes et Stéphane Puyberneau. Étude de la Symphonie Pastorale de Beethoven et tour de l'actualité musicale en Île-de-France.

La philanthropie de l'ouvrier charpentier: de 10 heures à 11h30, le colloque Proudhon organisé par le groupe EA de Besançon le 9 avril avec G. Manfredonia, D. Colson, J. Préposiet, A. Zurvan et D. Rappe.

Lundi 31 mai

Les destinées de l'histoire: de 18 heures à 20 heures, l'émission recevra Emmanuel de Waresquiel pour *Le siècle rebelle* (Dictionnaire de la contestation au XX^e siècle).

Mercredi 2 juin

Blues en liberté: de 10h30 à 12 heures, Sleepy John Estes.

Femmes libres: de 18h30 à 20h30, l'émission recevra Marie-Jo Bonnet pour son livre *Qu'est-ce qu'une femme désire quand elle désire une femme?* chez Odile Jacob.

Vendredi 4 juin

Enjoy polar: de 12 heures à 13 heures, l'émission recevra l'américain Jim Nisbet pour *Le codex de Syracuse* (Éditions Rivages).

Samedi 5 juin

Chroniques syndicales: de 11h30 à 13h30, gestion du personnel par la violence et harcèlement au travail. Avec des salariés d'IBM, GRETA et Gisèle Ginsberg, journaliste, écrivain.

Dimanche 6 juin

Chants, Contrechamps: de 15h30 à 18h30, retour critique sur le Festival de Cannes, les intermittents et l'actualité cinématographique. En deuxième partie, spéciale Allain Leprest pour son concert à l'Européen le 9 juin et son passage au Forum Léo Ferré le 17 juin.

89.4 MHz
en région parisienne
et partout sur le net
www.federation-anarchiste.org

agenda



Pour le droit de choisir

SAMEDI 22 MAI, ce sont environ 70 contre-manifestant.e.s libertaires, féministes, syndicalistes, qui se sont rassemblé.e.s à l'appel du collectif unitaire pour le droit des femmes en création (MFPF, Fédération anarchiste, CNT, Dé-réglées, Les Alternatifs, LCR, FSU, Ras l'Front, Alternative libertaire), pour barrer la route à l'intimidation des femmes organisée par l'association intégriste anti-IVG SOS Tout-petits. Celle-ci avait prévu une action de « prière » devant l'Hôtel Dieu, hôpital lyonnais qui abrite un CIVG. Nous avions choisi de nous rassembler une heure avant pour attendre de pied ferme et en nombre les grenouilles de bénitier. Visiblement, ils et elles ont été surpris.e.s par l'ampleur de l'accueil: Celles et ceux-ci, une petite quinzaine, sont arrivé.e.s en ordre dispersé, vieux et vieilles réacs et jeunes cathos royalistes, et ont eu bien de la peine à se rassembler, sous les slogans des contre-manifestant.e.s. Ils et elles n'ont ainsi pas pu faire leur action d'intimidation morale, puisque, suivis tout autour de l'hôpital, ils et elles ont été raccompagné.e.s sous les quolibets: « Allez prier dans votre église! », « Catho intégristes, c'est vous les assassins, en Afrique le sida tue vraiment les gamins! », « Ah! Si Marie avait connu l'avortement, on n'aurait beaucoup moins d'emmerdements ». Une action prometteuse quant aux capacités de mobilisation qu'elle a pu démontrer, en deux jours de temps... Nous comptons bien être toujours là quant il le faudra pour défendre le droit de choisir, contre l'ordre moral...

Sam

Deux révolutions sinon rien !

LA PLANÈTE a longtemps été prodigue de ressources naturelles. L'être humain a atteint un impressionnant niveau de connaissances scientifiques et de réalisations techniques. Mais ce développement compromet maintenant l'avenir des générations futures. Le capitalisme est en train de programmer le désastre qui accablera nos petits-enfants. Alors que beaucoup ne soupçonnent encore ni la nature profonde ni l'ampleur du « développement », cette notion touche déjà à sa fin.

C'est en effet sur ses ruines que certains envisagent de construire une « autre » société. La convergence entre les nombreux problèmes (économiques, sociaux, écologiques, culturels, politiques) qui se posent depuis plusieurs décennies a conduit à la naissance d'un courant de pensée qui privilégie la critique de cette notion de développement.

Mais, aujourd'hui, de nombreux théoriciens de la « décroissance » abordent la question de la « sortie » du développement en passant sous silence la nécessité d'en finir avec le capitalisme. Pourtant, le capitalisme, voué à une croissance continue, est un mouvement historiquement suicidaire qui entraînera inexorablement l'ensemble de l'humanité dans sa chute. Pour survivre ou se développer, celui-ci ne peut échapper à la croissance. Cela implique qu'il est impossible de réguler ce système. Ce qui exclut d'emblée toute stratégie de décroissance réformiste.

Cependant la seule élimination du capitalisme ne saurait suffire, car l'État peut très bien mettre en place une conception centralisée de la production d'énergies « propres ». L'État, selon ses thuriféraires, est supposé être garant

de « l'intérêt général ». Or, le système politique et économique actuel est à la fois autoritaire et inégalitaire.

L'État défend donc en réalité les intérêts de ceux qui possèdent, et de ceux qui dirigent politiquement la société. Pour vivre libres, les individus socialement organisés devront donc également le faire disparaître.

La dépendance qui nous lie à la nature est aussi fondamentale que le « contrat social ». La conscience révolutionnaire est donc nécessairement à la convergence de la conscience politique et de la conscience écologique. Il s'agit ici d'accomplir une double révolution.

Si la perspective révolutionnaire paraît lointaine, il n'en reste pas moins qu'elle constitue la seule solution à l'impasse du capitalisme. En effet, seule une société égalitaire, où les individus décideraient collectivement de ce qu'ils souhaitent en faire, pourrait préserver les chances des générations futures de vivre décemment. Les politiciens et les hommes d'affaires n'ont que le pouvoir qu'on veut bien leur accorder. Alors ne leur accordez plus rien !

Du développement à la décroissance, Jean-Pierre Tertrais. Brochure: 48 pages, disponible à Publico, 145, rue Amelot, Paris 11^e. 3 euros, + 10 % pour le port.

Les Éditions du Monde libertaire

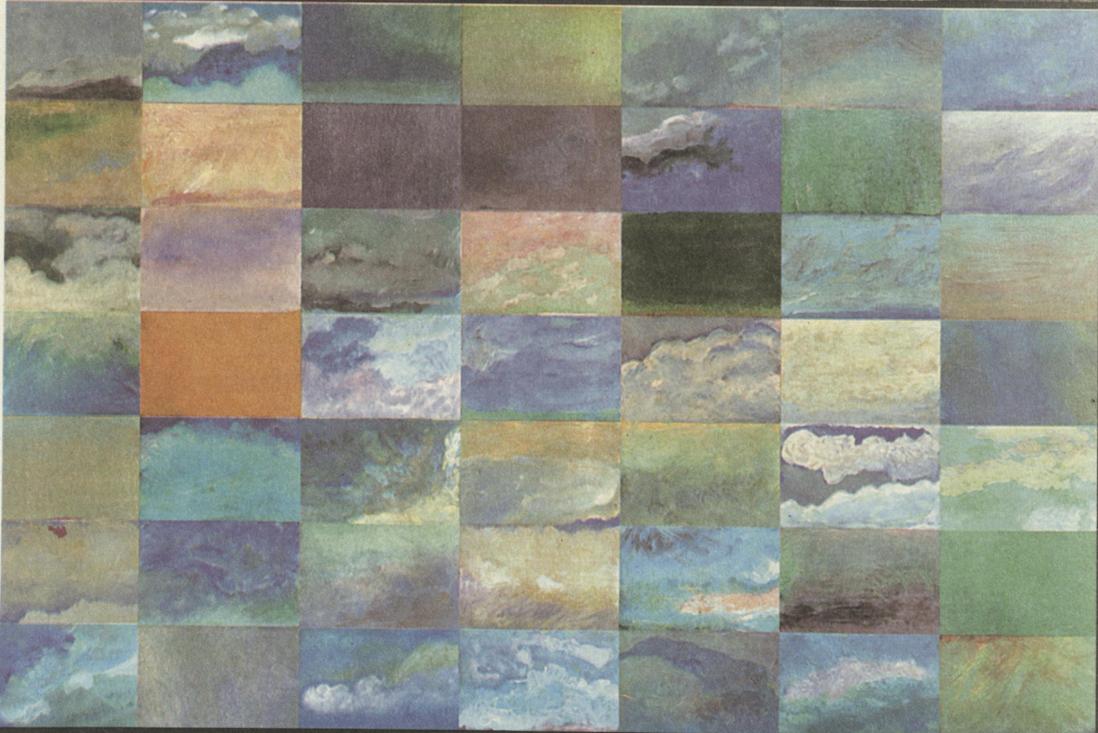
DEPUIS quelques décennies maintenant, les Éditions du Monde libertaire brandissent haut et clair le drapeau de la révolution sociale. Chaque brochure, chaque livre, est une cartouche que la révolte peut mettre dans le fusil de l'espoir. Est-il besoin de le préciser, les Éditions du Monde libertaire ne sont financées que par les ventes, par vous. Que par et pour toutes celles et tous ceux qui ont dans le cœur un autre présent et un autre futur de liberté, d'égalité, d'entraide, d'autogestion.

Jean-Pierre TERTRAIS

Du **Développement**
à la **Décroissance**
De la nécessité de sortir
de l'impasse suicidaire
du capitalisme



Éditions du Monde Libertaire - Paris



En haut: Fabienne de Quasa Riera, *Le ciel comme tableau*

En bas: Fabienne de Quasa Riera, *Le tableau comme ciel*